

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

LA C.N.T. parle aux Parisiens, ce vendredi

La logique russe de la tyrannie

Après Zinoviev, Kamerev et Smirnov, après Mouralov, avant Yagoda, avant Boukhareine et Rykov, le « maréchal de l'U.R.S.S. » Toukhatchevski et sept autres grands chefs de l'armée rouge ont été exécutés à Moscou comme espions allemands.

Pas de comédie judiciaire et « démocratique », cette fois.

Sauf Putna, ex-attaché militaire à Londres, emprisonné l'été dernier, tous les membres de la nouvelle fournaise ont été — pour autant qu'on le sache — arrêtés, « jugés » et tués en trois jours.

Célérité et laconisme record.

Tout le drame — de l'arrestation et du « jugement » à l'exécution, en passant par les « aveux » rituels d'espionnage et de sabotage militaire — a tenu en quelques lignes de communiqués officiels.

En quelques semaines des « chefs aimés de la glorieuse armée rouge, fille chérie du peuple », des héros soviétiques « couverts de galons et de décorations, sont devenus des « chiens et des vîpres fascistes ».

Les voix qui clamaient leur gloire et les portaient aux nues, claironnent leur abjection.

Des quatre coins de la Russie, les « résolutions » pleuvent, hurlant à la mort, roulant les cadavres dans l'ordure chauvine.

Le monde est avisé que l'élite du haut commandement russe était composée de « traitres à la patrie » et d'espions allemands.

Bien entendu, l'*Humanité* joint sa voix à ce concert d'aboiements. Bien entendu, *Le Populaire* qui en pince toujours pour l'alliance des « pays démocratiques » (comme la Russie, où pas un socialiste déclaré n'échappe à la prison ou à la tombe) contre le « fascisme international », publie sans commentaire, les communiqués russes.

Pourtant devant un fait aussi exorbitant, l'opinion s'interroge, les ouvriers dont le bon sens réside au bourrage de crâne « communiste » et ne se satisfait pas du silence de Ponce-Pilate du parti socialiste s'inquiètent.

Comment expliquer cela ? Que croire ? Que penser ?

La grande presse habituée à romancer grossièrement de façon « sensationnelle » les événements politiques, la grande presse rédigée par les tâcherons ignares et plus ignorants, s'il est possible, de la réalité russe que de toute autre réalité, ne leur offre que des schémas feuillettées sur le « Napoléon rouge », « l'angine de poitrine de Staline », les luttes de personnes et d'influences qui se livrent autour du dictateur et dont le dictateur est prisonnier.

Tout cela n'a — est-il besoin de le dire ? — nul rapport avec une réalité qui ne semble mystérieuse (du moins dans ses grandes lignes) que quand on ne la situe pas.

L'execution des grands chefs militaires russes sous prétexte d'espionnage ne s'explique pas par les menées bonapartistes de feu Toukhatchevsky, ou par la folie furieuse de Staline qui, tel Ivan le Terrible à la fin de son règne, serait pris du besoin bes-tial de massacrer ses courtisans.

Elle ne s'explique pas non plus par des querelles de personnes ou de rivalités de clans parmi les chefs de l'armée rouge.

JEAN BERNIER.
(La suite en 6^e page.)

Dépêchez-vous ceux qui en veulent

15.000 billets sont partis cette semaine. Nous n'en possédons plus que 13.000. Dans huit jours nous en manquerons.

Et deux mois à peine ont suffi à cet effort.

Nous avons reçu plus de 100 tableaux. Et les dons nous parviennent encore.

Nous ne sommes pas certains aujourd'hui que l'exposition de ces peintures commence le 26 juin. Nous serons sans doute obligés d'en reculer l'ouverture de quelques jours.

Nous vous fixerons irrévocablement lâ-dessus, camarades, la semaine prochaine. De même quant à la date à laquelle la tête et le tirage de la tombola auront lieu.

SEBASTIEN FAURE.

et particulièrement aux compagnons dans ce journal

VALENCE, 14 Juin 1937

Camarades,

La calomnie qui, à travers le monde, s'acharne contre la C.N.T. atteint aujourd'hui le maximum.

Nous voulons y mettre un terme. Et, dans cette intention, des orateurs de la C.N.T. vont, parcourant toutes les capitales, faire les mises au point nécessaires et prononcer les paroles de raison.

Nous commençons par Paris où vendredi, 18 courant, Federica MONTSENY et Garcia OLIVER feront en notre nom des déclarations qui confondront nos pires adversaires.

Camarades !

Depuis bientôt une année nous nous efforçons d'accomplir de grandes choses. De vaincre sur plusieurs fronts : à l'avant contre le fascisme, à l'arrière pour les réalisations sociales.

Nous ne sortons pas toujours victorieux des durs combats au cours desquels les syndicalistes font preuve d'une belle vaillance. Nous essayons parfois de cuisants échecs.

Nous avons quand même confiance. Confiance aux militants et au prolétariat espagnols.

Nous sommes sûrs de l'emporter : de l'emporter contre Franco, de l'emporter contre une bourgeoisie bêtement rétrograde et des politiciens fourbes et sans aveu.

Pourvu, surtout, que le prolétariat international nous aide ; que les compagnons syndicalistes et anarchistes du monde entier agissent pour nous avec bienveillance, intelligence et fermeté.

LE COMITÉ NATIONAL DE LA C.N.T.

La C.N.T. peut compter sur nous

On peut ne pas être complètement d'accord avec la C.N.T. quant aux positions qu'elle a prises, en Espagne, par rapport à différents problèmes ; on peut critiquer certains de ses militants dont on n'approuve pas certaines actions ou déclarations, mais quand la C.N.T., se dressant contre un monde d'ennemis, en appelle à la solidarité du prolétariat international et à celle, plus effective, de tous les anarchistes, il serait bête et criminel de faire état de divergences pour bouder devant l'action.

C'est avec émotion que nous avons lu l'appel du Comité National de la C.N.T.

Celui-ci peut compter sur notre dévouement à sa cause.

Nous sommes certains d'être les interprètes de tous les anarchistes de ce pays, de tous les lecteurs de ce journal, en déclarant que, pour la C.N.T., ils agiront toujours avec bienveillance, intelligence et fermeté.

Et demain, vendredi, le Vél' d'Hiv' sera plein à craquer grâce au concours actif de tous les anars de Paris.

L'UNION ANARCHISTE, LE COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE, LE LIBERTAIRE.

Nota. — Pour assurer un service d'ordre impeccable, les camarades sont invités à se présenter nombreux, de 18 h. 30 à 19 heures, rue Nélaton, dernière porte du Vélodrome d'Hiver.

L'Union Sacrée...

sollicitée par les communistes !

« Le Parti communiste se déclare prêt à prendre toutes ses responsabilités dans un gouvernement renforcé et constitué à l'image du Front populaire, pour le salut de la France, de la démocratie et de la paix. »

(Communiqué du groupe parlementaire et du Comité Central du P.C.).

Chantage parlementaire

Nous apprenons en dernière heure l'attitude équivoque des communistes dans les débats de la Chambre.

Il est certain que le gouvernement Blum joue la dernière carte de la capitulation.

L'Humanité annonce en manchette mercredi matin : « Pleins pouvoirs pour frapper les Banques, nous en sommes. Pleins pouvoirs pour frapper les pauvres, nous n'en sommes plus ».

Les conseillers financiers Rueff et Rist sont débarqués. Leur départ annonce la fin de l'économie libérale à laquelle Blum s'était rattaché lors de la dernière panique financière.

Il se résout à réclamer de la Chambre les pleins pouvoirs, non plus pour anéantir la spéculation, mais pour essayer une nouvelle expérience économique, en vase clos.

Cette expérience suivant les saines traditions de l'économie réactionnaire prévoit l'équilibre du budget, c'est-à-dire le renforcement des charges fiscales frappant les travailleurs.

Très habilement, le groupe communiste annonce dès mardi son abstention au vote et fait des propositions non déguisées de participation ministérielle. Pourtant, mercredi matin (à la suite de quels maquignonnages ?), il se rallie au projet Blum, trahissant une fois de plus les intérêts immédiats des travailleurs.

De plus en plus l'élément droitier du Front populaire précise ses positions, et la « gauche » file le train. Le Parti communiste tremble de voir la bourgeoisie française dénouer les liens qui l'unissent au militarisme soviétique défaillant, menace socialistes et radicaux de l'ogre ouvrier et de la défection communiste sur le plan parlementaire.

Le chantage durera-t-il longtemps ? Socialistes et communistes parviendront-ils à se lier organiquement pour offrir de commun accord le mouvement révolutionnaire ouvrier à la réaction radicale.

Seule une politique de classe peut redresser ce tourbillon. Aux ouvriers de comprendre que ni socialistes, ni communistes ne peuvent tenir cet effort. Aux syndicats de comprendre que la vague de mécontentement qui va suivre une nouvelle grande pénitence ne peut plus souffrir la direction de ceux qui, au Parlement, trahissent constamment la volonté de liberté et de bien-être des travailleurs.

LECTEURS, PRENEZ NOTE

...qu'à partir de ce numéro

« Le Libertaire » est vendu

60 centimes

L'armée rouge

Le maréchal Toukhatchevski et toute une brochette de généraux appartenant à l'Armée rouge dont l'U.R.S.S. est si fière ont été condamnés à mort et exécutés dès le lendemain.

Le fait, en soi, n'a rien qui nous étonne : nous avons pris l'habitude de voir défilé, périodiquement et à un rythme de plus en plus accéléré, les charrettes qui conduisent à la mort les fonctionnaires militaires ou civils, si haut placés qu'ils soient, dont le tsar rouge entend se débarrasser.

Nous ne sommes pas non plus surpris de la constante répétition des mêmes accusations suivies des mêmes aveux.

Que, sur le procès lui-même, aucun détail ne soit parvenu à notre connaissance ; que les autorités refusent séchement de donner à l'opinion publique le moindre renseignement touchant les opérations judiciaires : procédure, instruction, interrogatoire, défense, il importe peu : ces procédures étranges ne nous causent nulle stupéfaction.

Quand il est question des « choses de Russie », il est sage de s'attendre à tout.

Les « charrettes » se suivent ; chacune porte quelques victimes de marque.

Les condamnés à mort sont des personnalités importantes. La veille encore, ils occupaient, dans la hiérarchie soviétique, des postes élevés. Ils sont, ceux-là, nommément désignés, parce que, d'une part, leur disparition ne pourrait pas rester inaperçue et parce que, d'autre part, le châtiment su-

prême qui leur est infligé est la preuve que nul, s'il témoigne de quelque hostilité, voire de simple tièdeur à l'égard du Régime, ne sera épargné.

L'exécution des « grands coupables » est un avertissement public et retentissant donné à ceux qui, de situation plus modeste, de notoriété moins grande et de responsabilité plus limitée, seraient tentés de se mettre dans le même cas qu'eux.

Dans le « paradis soviétique », le nombre des mécontents augmente de jour en jour et il ne saurait en être autrement : depuis la prise du Pouvoir dictatorial par le Parti bolchevique, la masse ouvrière et paysanne a tout accepté, subi, souffert, encassé.

Déclarations solennelles, engagements sacrés, annonces de réalisations immenses et grandioses, promesses d'une transformation sociale aussi proche que possible, devant compenser largement les sacrifices consentis, tels que : labour écrasant, salaires insuffisants, discipline de fer, opposition prohibée, répression farouche.

Ce n'est pas tout.

Illusions, mirages, mystifications, parades, mises en scène théâtrales, cérémonies imposantes, manifestations et démonstrations publiques, toutes ces mascarades destinées à gorger une multitude, aussi ignorante que gobeuse, aussi passive que terrorisée, de la saoulerie des spectacles impressionnantes et des espoirs fantastiques ; bref, tous les trucs — les plus démodés et les plus nouveaux — ont été, depuis des années, savamment et astucieusement exploités : histoire de stabiliser et de consolider le régime de la Dictature, en entretenant la confiance mystique des masses dans le coup de baguette magique qui transformera la misère en bien-être et l'esclavage en liberté.

Un examen minutieux et impartial de tout ce qui a été entrepris, poursuivi et accompli par les nouveaux maîtres de la Russie, depuis les mémorables journées d'octobre 1917 jusqu'à nos jours, met en lumière la trop réelle exactitude de ce raccourci historique.

Mais nous sommes en 1937 : vingt années nous séparent des journées d'Octobre ; la Révolution russe est devenue majeure.

Et, las d'attendre que soient — enfin ! — réalisées les merveilles toujours promises et toujours ajournées, les paysans et les ouvriers au nom desquels Staline et sa clique exercent la Dictature sont pris, peu à peu, d'une impatience compréhensible ; ils ressentent une irritation croissante et, en dépit de l'étreinte et constante surveillance à laquelle ils sont soumis, ils manifestent un esprit de révolte de plus en plus menaçant.

Dans le pays du « génial et bien-aimé » Staline, le nombre des déçus et des mécontents ne se compte plus. Ceux-là, on les arrête le plus discrètement possible.

Sont-ils, ensuite, jetés en prison et y sont-ils oubliés ? Sont-ils déportés, envoyés en Sibérie ou dans les îles, ou exécutés ? On n'en sait rien. Ils disparaissent : un point, c'est tout ; et la compté des parents ou des amis qui s'avisaient de se mettre à leur recherche sera vite réglé.

Car, dans la Patrie du soi-disant Communisme, la vermine mouchardiére pullule. Sibires et policiers sont tous puissants. Ils font ce qui leur convient et sont dispensés de toute justification. Qu'ils agissent sur ordre ou de leur propre mouvement, ils n'ont point à se gêner, car ils se savent non seulement couverts et assurés de l'impunité mais encore approuvés d'avance, félicités et encouragés dans leur ville besogne.

La délation, en U.R.S.S., est élevée à la hauteur d'un principe ; mouchardier est un devoir civique. Toute personne qui connaît un adversaire du stalinisme et ne le dénonce pas s'expose à être accusée de complote.

Quelle abomination !

On n'a pas manqué de nous dire que tous les accusés ont fait l'aveu de leurs crimes. Ils se sont, paraît-il, tous proclamés espions et traitres au service d'un Gouvernement étranger. Ils ont reconnu avoir systématiquement fourni les renseignements permettant des actes de sabotage, dans le but de saper la puissance de l'Armée rouge et de préparer sa défaite en cas d'attaque militaire contre l'U.R.S.S.

Tous ont cyniquement confessé qu'ils avaient pour but le démembrément de l'Union Soviétique et le retour au Pouvoir des capitalistes et des propriétaires fonciers.

Il est étrange, il est, peut-on dire, invraisemblable que, dans tous les procès de ce genre, intentés aux saboteurs civils et aux traitres militaires, les accusés se soient, d'une voix unanime, proclamés coupables des faits portés à leur charge et l'on a peine à admettre la possibilité d'une unanimous aussi singulière.

Admettons, cependant, cette unanimité et admettons aussi que ces aveux sont conformes à la vérité.

Dans ce cas, que peut-on raisonnablement

Les chômeurs veulent obtenir satisfaction

Camarades, que pensez-vous de la situation qui nous est faite ?

Depuis combien de temps déjà réclamons-nous l'exonération de nos loyers. Qu'ont fait les pouvoirs publics, les députés, les conseillers généraux et les autres ?

L'Union des Comités avait projeté des meetings en collaboration avec la Fédération des locataires. Nous voici à un mois du terme.

Vous connaissez ce qui nous est réservé : le retour au droit commun, les feuilles bleues tombent sur notre dos et de notre part, aucune réaction.

Le travail nous préoccupe, certes, mais beaucoup d'entre nous, lorsqu'ils ont trouvé un emploi, hésitent à le prendre parce qu'ils doivent à leur probloc plusieurs termes et aussi-tôt le travail repris, l'huisser leur tombe sur le dos.

Je vousdirai, vous demandez, camarades chômeurs, si vous êtes vraiment conscients ? Vous vous souvenez tous que les députés nous ont fait des promesses, et quelles promesses ? La question des loyers était au premier plan. Aujourd'hui, que reste-t-il ? Rien ! Plus d'expulsion, mais nous voyons souvent des tentatives et, selon les localités, les chômeurs sont à la merci d'un fils commissaire de police, larbin d'un préfet, non moins larbin d'un ministre de l'Intérieur. On prétend en haut lieu que la majorité de la Chambre est d'accord avec cette revendication, mais que le Sénat est réfractaire.

Mais n'y a-t-il pas au Sénat des sénateurs Front populaire et si ces vieilles badernes sont vraiment réfractaires, le jour où nous les voulons, les vieux guinguols seront bien obligés de céder à notre pression.

Si nos camarades des usines ont obtenu satisfaction l'an dernier, ce n'est que grâce à leur cohésion. Pour nous chômeurs, il n'en sera de même que le jour où nous le voudrons bien. Mais pour cela, il faudrait que nos dirigeants de l'Union ne prennent pas les directives des partis politiques. Chômeurs, unissons-nous et à ce moment-là, demandons à Françon, Delfosse et les autres de faire la politique des chômeurs et non celle du P.C. ou du P.S. Demandons-leur aussi de ne pas entraver davantage la marche du mouvement chômeur. Car malgré leurs déclarations, ils ne font rien pour faire aboutir nos revendications. Et aussi un peu plus de démocratie ! Lorsqu'un Comité ou un Secteur ont choisi leur bureau, respectez les décisions, car elles émanent de la base et pour nous, seul cela peut compter. Nous ne voulons plus vivre cette vie de misère. Nous exigeons de nos dirigeants qu'ils nous permettent de vivre par notre travail et non pas par des aumônes.

Les chômeurs ne doivent compter que sur eux-mêmes.

Camarades chômeurs, voulez-vous essayer de comprendre, sinon ne vous plaignez plus ; vous n'aurez que ce que vous méritez !

A. Reboisson.

penser ce tout ce qui nous a été narré et rabâché sur l'Armée rouge ?

Armée pas comme les autres, armée dont tous les éléments, des maréchaux aux simples soldats, sont animés d'une foi communiste à toute épreuve, dont tous les coûts débordent d'un indéfectible attachement au Régime bolchevique ; armée magnifique, dont les cadres comme les troupes ne songent qu'à repousser les attaques qui, soit de l'intérieur, soit de l'extérieur, viseraient au renversement du Gouvernement auquel « la confiance et l'amour du prolétariat » des villes et des campagnes ont confié la mission de sauvegarder les conquêtes révolutionnaires et le soin d'élever le Communisme ».

Et voici que les voix et les plumes les plus autorisées à parler et à écrire au nom du Gouvernement de Moscou et de l'Internationale Communiste nous affirment que cette incomparable Armée, cette Armée modèle, cette Armée unique au monde, cette Armée invincible que le traité franco-soviétique associe à la gloorieuse, à l'immatchable Armée française, a pour chefs suprêmes un rassemblement de vendus, d'espions et de traîtres. Pouah !

Une observation, pour finir : il ne s'agit point, ici, d'une de ces calomnies auxquelles se livrent journalièrement, contre ceux qui les combattent, les hommes du Kremlin et leurs agents à l'extérieur.

Accusations précises et aveux explicites : les faits sont acquis.

C'est une légende qui f... le camp. Ce n'est pas la première et ce ne sera pas la dernière.

Le jour viendra — pour nous il est venu depuis longtemps — où s'écornera la légende tout entière du « Paradis Soviétique ».

Alors, à la lumière éclatante de la réalité, apparaîtra, aux yeux de tous, masqué tombé, le vrai visage du pays de la Dictature ouvrière et paysanne.

SEBASTIEN FAURE.

Entre « confrères » !!!

Je n'étais pas le dernier étonné lors d'un récent meeting pour l'amnistie où Roger Monclin avait accepté de participer de voir celui-ci faire une furtive apparition dans la salle, puis s'éclipser sans prendre la parole ni motiver autrement auprès des organisateurs cette subite abstention. J'avais supposé tout d'abord qu'une indisposition passagère était la cause de cette défaillance ! (Il faisait si chaud, et tout le monde ne peut pas boire des denrées pour se rafraîchir !), quand j'apprends nouvelle surprise, que mes écartes de langage à l'égard de certains journalistes ont à ce point indigné Monclin qu'il s'est refusé à s'associer à cette « comédie ». Et il consacre une colonne et demie dans la *Patrie Humaine* à mon « exécution » en des termes qui me font doux des sentiments d'amitié dont je le crois animé à mon égard. Enfin, il était dit que je n'étais pas encore au bout de mes étonnements, c'est la *Patrie Humaine*, journal dont je prenais il y a quinze jours le parti dans ces colonnes, et qui d'ordinaire répugne à toutes ces petites polémiques de personnalités qui n'hésite pas à sacrifier une importante place à ma modeste personne et à se faire l'écho de petites appréciations désobligeantes qui sont monnaie courante entre ceux que le hasard met en avant, mais qui entre gens sérieux, ne dépassent jamais le soin de juger la forme.

Inutile de le dire, je ne prétends pas utiliser cette tribune pour répondre à Monclin avec un pareil choix d'adjectifs quant à sa personnalité. Aussi bien, il nous sera plus profitable de me tenir aux reproches qui fuient faits à mon discours en tant que fond, laissant à des critiques plus avertis le soin de juger la forme.

Voilà donc de quoi il s'agit. Ayant à parler pour l'amnistie et contre les bagnoles en général et ceux d'enfants en particulier, j'ai mis en doute la sincérité de deux journalistes spécialisés dans ces questions, MM. Alexis Danan et Henri Danjou. J'ai souligné qu'ils étaient des écrivains — bourgeois (pouvaient-ils à leur égard employer le mot « militant »), que M. Alexis Danan était à Paris-Soir le « préposé aux larmes » chargé de contenir la clientèle sensible et que M. Henri Danjou « faisait » dans les atrocités de bagne, après bien d'autres, et exactement comme d'autres font la vie privée des vedettes, les enquêtes sur la prostitution, (ça s'intitule à ce moment : « L'Enfer de l'Amour ») ou bien encore, aux époques du « pardon », la grande misère des Terre Neuvas. On m'objecte qu'ils sont d'honnêtes hommes, humains et sensibles, je ne le conteste pas, il y a tant de gens sensibles ! Ce qui est plus rare, ce sont ceux dont l'écueillement résiste aux propositions dans la Légion d'honneur !

Or donc, je suis accusé de m'être couvert de « ridicule » en refusant de me dévoiler devant ces héros. Que ce qu'il faut, ce que tout le monde veut, ce que la grande foule est prête à exiger pour peu qu'on l'y pousse, c'est la suppression des maisons de correction ? L'y-a-t-il poussé, M. Alexis Danan ? A-t-il crié au tromp'oil, à l'estroquerie, à la « soupe de sûreté » devant les concessions faites à l'opinion et momentanément ? Nous n'avons point eu d'écho de ses protestations. Et la « grande foule », à la demande de M. Alexis Danan a entonné la louange de Marc Rucart, ministre au cœur droit, à l'intelligence claire et aux instincts généreux.

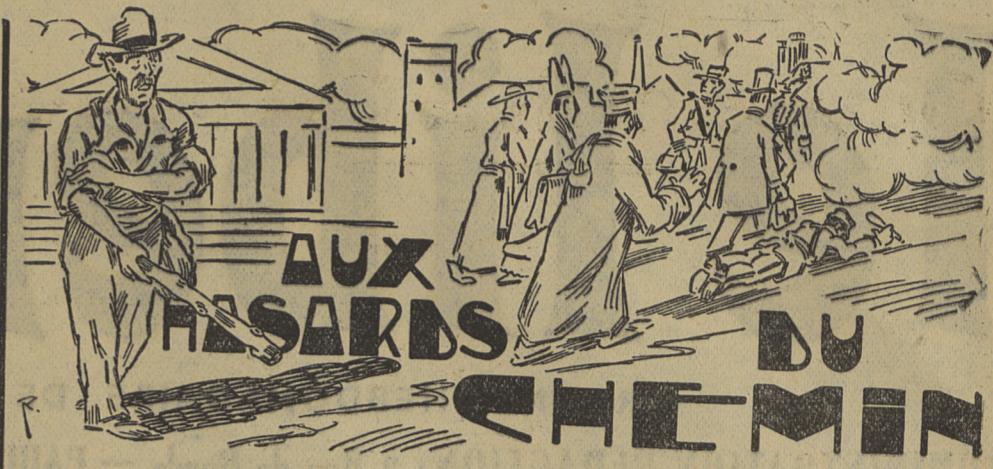
Quant à M. Henri Danjou qui décrit avec force détails les misères du bagne, sur quels condamnés attire-t-il l'attention du « grand public » ? Sur Barataud, sur Laget, sur Davin, sur les « tueurs de la Villette ». A-t-il consacré un article, même un simple compte-rendu à Eliaçin Veziyan, par exemple ? Las de narrer l'exploitation des assassins de la mercerie, relate-t-il les souffrances de Veziyan, odieusement martyrisé par l'Etat-major ?

Et puis, tout de même, il y a des relativités même dans la torture, et quand un Henri Danjou déplore les atrocités du bagne au moment où « gouvernementalement » il faut en justifier la suppression, j'ai le droit de le traiter de « fumiste ». Car s'il faut être opportuniste pour une fois, je dis tout net que dans les circonstances actuelles, je suis à contre la suppression du bagne ».

Oui, tout, Cayenne, les îles, avec le soleil, les requins et la vermine, tout plutôt que ce qui remplace, la réclusion perpétuelle, dans la cellule humide, le travail sous la cage et le silence préparatoire du tombeau. Et je regrette sur ce point d'opposer à Monclin un avis qui vaut bien celui d'un journaliste en mal de copie, celui des forçats eux-mêmes qui tentèrent de se révolter à l'île de Ré quand leur apprit quel serait leur sort désormais.

Enfin quoi qu'il en soit, voilà toute la genèse de ce différend qu'il eût peut-être été plus indiqué de régler à la tribune, amicalement et en permettant aux copains présents de donner leur avis, que d'en prendre prétexte pour imprimer sur mon compte des commentaires dépréciateurs, et équivoques. Mais, et comme il nous l'a dit, Monclin qui méprise la foule, dédaigne aussi l'éloquence dont il nie l'efficacité révolutionnaire. Il est évident en effet qu'une révolution ne se fait pas en un meeting. Mais qu'il me permette de préférer l'éloquence, même avec ses démagogies, ses coups de « casque » et ses dénis « bien tirés » à la sensibilité à tant la ligne, au pseudo-scepticisme en chambre et aux camboubs approximatifs.

MAURICE DOUTREAU.



ENFIN, LES RICHES VONT PAYER !

Les nouvelles mesures fiscales de M. Vincent Auriol vont en finir un sacré coup aux deux cents familles. Qu'en juge : augmentation du capital ordinaire et du scaferlat, majoration des taxes sur le gaz et l'électricité, relèvement des tarifs des chemins de fer, hausse sur les timbres, le téléphonie, etc.

Allons, la vie s'annonce belle !

Entre nous, cette rentrée d'argent était nécessaire pour les dépenses occasionnées par les armements, la préparation militaire de la jeunesse et les crédits envisagés par le Front populaire pour l'érection d'un monument à Poincaré !



LES INTOXICOUS

Le « Franc Parleur » de l'*Echo de Paris* nous apporte au sujet de l'Expo l'agréable nouvelle suivante :

« ... Quant aux Allemands qui emploient à leur pavillon une main-d'œuvre exclusivement germanique, ils constatèrent avec inquiétude qu'au contact de nos cégétistes, leurs ouvriers travaillaient moins et devaient de « mauvaises têtes ». On vit alors ceci : rappelés immédiatement par ordre de Berlin et remplacés sur-le-champ par d'autres travailleurs d'outre-Rhin, ces brebis galeuses furent dirigées sur un camp de concentration où elles furent une cure de désintoxication... »

Après les manifestations du pavillon italien, les bâtimennts allemands — que l'on disait pourtant les plus rebelles à notre propagande syndicale — sont touchés à leur tour.

La mystique du chef, du « dieu » Hitler est-elle donc si fragile qu'un souffle de liberté l'endommage ?

Quand le bâtiment ne va plus...

JE SUIS UN ÉVADE

Cette fois-ci, la police fasciste du César de Carnaval vient de ramasser une belle tape !...

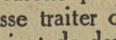
Le gouvernement de Mussolini avait obtenu du gouvernement de Panama l'extradition d'un antifasciste italien, Leonardo Morello. Celui-ci fut donc embarqué à bord du *Cellina*, à destination de Trieste. Or, alors que le navire faisait escadre à Marseille, une dizaine d'hommes se prétendant dockers montèrent à bord, et bousculant le matelot de garde, rendirent la liberté à Leonardo Morello. Les recherches entreprises tant contre ce dernier que contre ses libérateurs sont restées infructueuses. Nous applaudissons de tout cœur à cette éviction sans prendre la peine de pleurer sur le sort du commandant du *Cellina* dont l'avancement paraît bien compromis !



VAUTEL-LE-LÂCHE

M. Vautel-le-lâche n'est pas content, et il saisit le prétexte du défilé de Briand pour lâcher sa bête et cafarde selon sa loulable habitude. « M. Ladalié, une ligue superpacifiste à dissoudre ! Ce sont des gens qui, en aucun cas, ne veulent défendre leur pays ! »

M. Vautel ajoute que les pacifistes sont des « poires ». Pas tant que les anciens et futurs combattants ! Et nous n'hésitons pas à redire à M. Vautel que nous nous fouts de l'honneur national comme d'imposer le respect de notre patrie. Et ce n'est pas à M. Vautel, vieille ganache qu'on décloute publiquement, et qui, sans réagir, se laisse traiter de lâche en pleine audience, qu'il revient de donner des leçons de dignité !



LES « REALISTES »

Dans la *Tribune des Fonctionnaires*, une enquête est ouverte sous le titre : *La Bourse doit devenir un service public*.

On croit rêver, mais c'est bien le reflet d'une conception défendant les faux réalistes de la CGT.

Le plus fort, c'est qu'après la fameuse expérience appliquée à la Banque de France — qui devait devenir la Banque de la France — et qui se termina par le retour de tous les hommes de paille de la finance à la tête de l'établissement, nos bons planistes n'ont pas perdu leurs illusions.

C'est toujours les révolutionnaires qui restent les utopistes, les anarchistes qui demeurent des illuminés.

Le fin du fin consistant pour ces messieurs à mettre au service de v

Un témoignage vécu

Quatre mois en Catalogne

III

Dans mon dernier article, au cours duquel je citais certaines attaques subies par nos camarades de la C.N.T.-F.A.I. de la part de leurs « alliés » antifascistes (et ce en violation du Pacte d'unification révolutionnaire, signé cependant par l'U.G.T., le P.S.U.C., la C.N.T. et la F.A.I. le 22 octobre 1936), j'ai omis de mentionner des manifestations très caractéristiques : celles de femmes qui protestaient violemment contre la cherté évidente du coût de la vie... et qui en rendaient seules responsables : la C.N.T. et la F.A.I. On en devine aisément l'inspiration communiste.

Au reste, par une propagande insidieuse de chaque jour, une partie de l'opinion publique intéressée ou pêchant par ignorance, prétait une oreille complaisante, complice des agissements de ceux qui estimant la puissance réelle de la C.N.T.-F.A.I. trop déterminante et de nature à éclipser celle de toutes les autres organisations réunies, voulaient tout simplement ruiner l'immense crédit moral dont jouissaient depuis juillet 1936 auprès des masses nos camarades espagnols.

Vers la fin du mois de mars, j'eus l'occasion de me rendre compte de l'espèce d'anamadversion manifestée à l'égard de la C.N.T. et plus particulièrement de la F.A.I., par une partie du public catalanais.

On enterra, ce jour-là, un garde d'assaut. Le cortège, qui était immense, comprenait de nombreuses délégations de fonctionnaires et des forces de police. Et cette nombrue assistance rendit évidemment la circulation des tramways difficile, sinon impossible.

Un camarade wattman, dont le tramway qu'il conduisait, se trouvait arrêté par le cortège, crut devoir crier, alors que de nombreux gardes d'assaut défilaien porteurs de fusils : « Toutes les armes au Front ! » En un clin d'œil, le tram fut pris d'assaut par les gardes qui rouèrent de coups notre malheureux camarade, qui devait mourir une quinzaine plus tard des blessures reçues.

Nous étions approchés et enquis de la nature du rassemblement où l'on commentait cet incident, l'on me répondit que quelqu'un de la F. A. I. venait de tirer sur des gardes d'assaut !

Ce fait suggestif, prodrôme des événements du début de mai à Barcelone, devait précisément se renouveler à l'occasion de la tentative d'occupation par la force et sans préavis de la Telefonica, dont la gestion était assurée par un personnel technique adhérent partie à la C. N. T. et à la U. G. T.

Les 300 gardes d'assaut amenés sur place par Rodriguez Salas, commissaire général à l'ordre public, et membre influent du Parti Communiste de Catalogne (P. S. U. C.) tirèrent sur les camarades postiers qui refusaient de remettre le Central téléphonique aux mains de R. Salas.

Le bruit se répandit, ensuite, évidemment chez les adversaires de nos amis, que les hommes de la F. A. I. avaient tenté de prendre d'assaut le Central téléphonique !

On comprendra après cela, d'autant mieux l'immonde manœuvre tentée à l'occasion des jours tragiques du début de mai à Barcelone, par la presse bourgeoise, et communiste, épaulée par l'ambassadeur d'Espagne à Paris, le señor Arasquista, affirmant que la révolte de Barcelone « était le fait des forces anarchistes conjointes avec celles d'éléments fascistes ». Brochant sur le tout, le communiqué de l'ambassade espagnole à Paris (communiqué publié par la presse française, depuis celle de droite jusqu'à l'Humanité et le Populaire précisant même qu'en certains endroits l'emblème monarchiste avait été hissé par les émeutiers).

Assy au le triste privilège d'assister à ces douloureux événements, j'affirme que M. Araquistain a sciemment tronqué la vérité, en baptisant drapeaux monarchistes les bannières rouge et noir qui flottaient sur les nombreux immeubles tenus à défendre par les anarchistes...

Parmi les manœuvres de tous genres et de tous styles esquissées ou tentées contre la F. A. I. et la C. N. T., je citerai rapidement celles qui ont abouti à la crise politique du gouvernement de la Généralité, en mars-avril et qui dura trois semaines.

Les communistes de Catalogne, en la per-

sone de Comorera (et non Juan Consonera comme on me l'a fait dire dans le dernier n° du Libertaire) susciteront à dessin les pires difficultés.

Appuyés par le consul russe de Barcelone, — dont l'immixion et les interventions dans les affaires publiques de Catalogne ne se comprennent plus — les communistes remettaient tout en question. Toutes les conquêtes ou réalisations révolutionnaires étaient matière à discussion et servaient de base à leurs continues critiques : ordre intérieur, police et patrouilles de contrôle, partiellement entre les mains de nos camarades anarchistes, furent longtemps prétexte à d'irritantes manœuvres. Il était visible que les communistes voulaient provoquer les anarchistes à une sorte de coup de force, qui les discréditeraient... et permettrait peut-être leur éviction de la scène politique dont ils étaient les principaux acteurs.

Conjointement à ces « subtiles » manœuvres, les communistes et leurs alliés publiaient dans leur presse d'odieuses attaques contre les vaillants défenseurs du front d'Aragon, où plus de vingt mille de nos camarades de la C. N. T.-F. A. I. sont sous les armes. Dans son numéro du 6 avril *Las Noticias*, organe paraissant sous le contrôle du P. S. U. C. et de l'U. G. T., publie en manchette que : *Le seul front espagnol, c'est le front d'Aragon*.

On juge de l'émotion de nos camarades qui, sur ce front même, enregistrent souvent de cruelles pertes. Secteur du front délaissé en connaissance de cause et de propos délibéré par le gouvernement de Valencia, encouragé qu'il était par le mutisme coupable de la Généralité de Catalogne. Nous savons cependant, que malgré le peu de moyens offensifs dont disposaient nos camarades du front d'Aragon, de séries attaques contre les rebelles furent tentées par nos vaillants amis espagnols, aidés par la colonne internationale, attaques qui, on le verra plus loin, furent très souvent contrecarriées au lieu d'être encouragées, par ceux-là même, qui vitupèrent que la « mésalle » du front d'Aragon.

Je tiens de sources sûres qu'en novembre 1936, dans le secteur commandé par Carlo Rosselli, (qui vient si tragiquement de succomber sous les coups d'assassins fascistes) et qui commandait alors la colonne italienne de la division Ascaso, une attaque était imminent.

Avant d'attaquer les rebelles, Carlo Rosselli demanda 500 hommes de renfort et des munitions au commandant général, colonel Villalba, à Barbastro. Sur l'assurance du colonel Villalba que les renforts étaient en route ainsi que les munitions indispensables pour mener l'attaque à bonne fin, Carlo Rosselli donna d'ordre d'attaquer Almudevar. Les miliciens réussirent à entrer dans la ville, mais les renforts n'ayant pas été envoyés bien que formellement promis, les miliciens manquant de munitions, furent obligés de reculer...

Ne recevant point de renfort, Rosselli s'entendit avec le commandant du secteur voisin afin que celui-ci attaque ou fasse attaquer par ses troupes une maison dont la position stratégique était tenue par les miliciens et suffit à protéger le flanc des troupes de Rosselli. Il fut convenu que si tot la position prise un grand feu serait allumé. Voyant un peu plus tard les flammes de loin, Rosselli prudent tint à s'assurer que la révolte de Barcelone « était le fait des forces anarchistes conjointes avec celles d'éléments fascistes ». Brochant sur le tout, le communiqué de l'ambassade espagnole à Paris (communiqué publié par la presse française, depuis celle de droite jusqu'à l'Humanité et le Populaire précisant même qu'en certains endroits l'emblème monarchiste avait été hissé par les émeutiers).

Assy au le triste privilège d'assister à ces douloureux événements, j'affirme que M. Araquistain a sciemment tronqué la vérité, en baptisant drapeaux monarchistes les bannières rouge et noir qui flottaient sur les nombreux immeubles tenus à défendre par les anarchistes...

Parmi les manœuvres de tous genres et de tous styles esquissées ou tentées contre la F. A. I. et la C. N. T., je citerai rapidement celles qui ont abouti à la crise politique du gouvernement de la Généralité, en mars-avril et qui dura trois semaines.

Les communistes de Catalogne, en la per-

Le mouvement ouvrier pendant la guerre⁽¹⁾

Avec quelque retard, nous présentons à nos camarades le livre de Rosmer intitulé : « *Le mouvement ouvrier pendant la guerre* ». Il n'est point de lecture plus nécessaire dans un moment où la menace d'un nouveau conflit impérialiste pèse sur nous. L'étude des conditions dans lesquelles se produisit, en 1914, la faillite des partis et de la C.G.T. est d'un puissant intérêt, si douloureuse et humiliante qu'elle soit. Il ne sert à rien de fermer les yeux sur cette réalité ; si nous pouvons pardonner aux hommes leurs défaillances, il ne nous est pas permis de les taire et de ne pas dénoncer l'abominable escroquerie que constituait l'hitlérien comme les combattants de 1914 prétendaient abattre le militarisme prussien. C'est encore à la pointe des batonnets — pour reprendre l'expression d'un homme politique — qu'on veut rendre la liberté au peuple allemand. La claire notion de l'internationalisme prolétarien s'obscurcit et l'on voit d'importantes fractions de

⁽¹⁾ Un fort volume en vente au « *Libertaire* », à France.

si la maison était bien prise, et le demanda expressément par téléphone. On lui répondit affirmativement : or ce n'était pas vrai.

Le commandant de ce secteur était un communiste !

Les responsables de cette trahison, qui couta la vie à de nombreux miliciens ne furent même pas inquiétés... Ecœuré, Rosselli démissionna.

Plus récemment, en avril, des faits similaires se produisirent lors de l'attaque de Carascal.

Après une préparation d'artillerie aidée par l'aviation, on donna, à 7 heures, l'ordre d'attaquer. L'ordre fut également transmis à l'aviation d'avoir à venir soutenir l'attaque des miliciens. L'attaque fut déclenchée... mais aucun avion ne se montra. Il n'y avait, paraît-il, tout d'abord aucun avion de prêt. Il fut répondu, ensuite, qu'on manquait de pilotes. Cependant que Valencia avait formellement promis d'envoyer des avions !

A la suite de cela, on eut à enregistrer plus de mille morts et blessés, dont 500 blessés graves furent soignés à l'hôpital d'Apicea.

On fit retomber sur les miliciens Italiens la responsabilité de cet échec, les traitant de lâches, eux qui avaient participé aux attaques de Quinto, Almudevar, et du cimetière d'Huesca !

A peu près à la même époque, les miliciens de la colonne Kropotkin attaquèrent et prirent Santa Quiteria après huit heures de dures luttes. Mais l'aviation russe quitta le front... et les rebelles contre-attaquèrent aidés par 40 avions rebelles qui arrosèrent de mitraille les miliciens, bombardement qui occasionna 1.200 morts.

Mis au courant de la dualité entre le chef de l'aviation du front d'Aragon, et le chef de l'aviation générale, Caballero, ministre de la Guerre, protesta contre ces tristes agissements.

Les communistes — toujours eux — devaient un peu plus tard, se venger du manque de souplesse de Caballero en le faisant débarquer.

LUCIEN HAUSSARD.

Le plenum anarchiste international

Le Congrès international anarchiste prévu pour le 10 juillet était repoussé à une date ultérieure, la Commission administrative de l'U. A. avait proposé au Comité péninsulaire de la F. A. I. une conférence internationale dans le plus bref délai pour obtenir des nos camarades espagnols des explications sur la politique de la F. A. I. et envisager le problème de la propagation et des rapports anarchistes sur le plan international.

Ce plenum était prévu pour le 13 juin à Barcelone. Dans un prochain numéro, nous tiendrons nos camarades au courant des discussions et des décisions prises.

L'ordre du jour proposé par le Comité péninsulaire de la F. A. I. est le suivant :

1^o) Rapport du Comité péninsulaire de la F. A. I. sur les événements révolutionnaires en Espagne, et particulièrement sur les derniers événements de Mai en Catalogne;

2^o) Discussion de ce rapport;

3^o) Enseignement des expériences espagnoles pour le mouvement anarchiste international;

4^o) La lutte contre le fascisme. Position envers les partis politiques et front unique;

5^o) Le mouvement anarchiste international en face de la révolution espagnole.

DIMANCHE 4 JUILLET 1937

dans le magnifique parc municipal de LIVRY-GARGAN

GRANDE FÊTE CHAMPÔTRE

organisée par

L'UNION ANARCHISTE ET LA JEUNESSE ANARCHISTE-COMMUNISTE au profit du « *Libertaire* » et pour l'aide aux Révolutionnaires d'Espagne

Que tous les camarades retiennent cette date pour être présents.

Grand concert — Jeux — Bal — Exposition sur la Révolution espagnole

Ravitaillement sur place

Les crimes des totalitaires

L'assassinat des frères Rosselli

Le crime abominable qui vient d'être commis sur la personne des frères Rosselli a provoqué la légitime indignation de tous les antifascistes.

Il s'agit là d'un crime s'inspirant directement des méthodes employées par le fascisme italien pour ses expéditions punitives. Il porte la marque de ceux qui ont toujours été le plus grand mépris des libertés d'autrui et qui s'emploient, pour asseoir leur domination, à recréer une mystique des hommes et des choses tendant à remettre en vigueur des procédés sanguinaires, dignes de l'Inquisition et du moyen âge.

Ce nouveau forfait des despotes totalitaires qui poursuivent jusque dans l'exil ceux qui refusent de se plier sous leur joug, et qui s'évadent pour continuer de lutter pour la cause de l'émancipation sociale, démontre que le fascisme est prêt aux pires exactions pour maintenir son absolutisme.

C'est en vertu de cet esprit totalitaire que l'on recourt aux pires mensonges, aux plus viles calomnies, puis aux plus lâches assassinats pour éliminer l'esprit non-conformiste et dangereux pour les dictateurs et la meute de fonctionnaires chargés de chanter leurs louanges et veiller sur leurs précieuses personnes.

Hélas ! Camille Berneri, Barbieri, également antifascistes italiens, ont été, eux aussi, les victimes de cet esprit totalitaire, mais, cette fois, c'est sous les balles des communistes de l'internationale stalinienne qu'ils sont tombés. Les communistes italiens du « Grido del Popolo » poussent encore plus loin l'ignominie en écrivant, noir sur blanc, que l'exécution de Berneri et Barbieri est parfaitement justifiée et qu'il s'agit là d'un travail d'épuration et en critiquant méchamment les socialistes du « Nuovo Avanti », coupables d'avoir redressé un témoignage de sympathie à la mémoire de notre regretté Berneri.

Carlo Rosselli était aussi un ennemi déclaré et agissant des régimes totalitaires et le fascisme italien le craignait particulièrement. Il fallait s'en débarrasser.

Il s'en est libéré de la même façon qu'il l'a fait pour Matteotti, lâchement, cruellement ; sacrifiant en outre son frère Nello, historien connu, étranger aux luttes politiques.

Carlo Rosselli faisait partie d'un groupe de jeunes intellectuels qui, dédaignant les discussions stériles, menaient avec ardeur la lutte contre le fascisme mussolinien.

Le noyau de jeunes professeurs qui formaient Bauer, Berneri, Gobetti, Rosselli, Rossi, etc., a bien souvent excité la fureur

A LA MAIRIE DE BARCELONE

La municipalisation en échec

Autour de la municipalisation la polémique engagée dans la presse a désorienté l'opinion publique.

La minorité municipale de la C.N.T. désiraient éclaircir la question, veut rendre publique, une fois de plus sa position face au monde de toutes les discussions.

Quand la minorité du P.S.U.C. présente au Comité permanent une proposition dans le sens de municipaliser les services publics urbains, tous les secteurs antifascistes représentés au Conseil, fixeront leur position et à l'unanimité, l'on se mit d'accord contre le P.S.U.C. que ledit service ne pourrait être municipalisé que si les ouvriers qui les contrôlaient étaient d'accord pour la municipalisation.

D'accord avec la loi municipale de Catalogne du 3 mars 1937 qui dit que seule pourront être municipalisées les industries ou services qui en aient manifesté le désir et d'accord avec le décret du Conseil aux Finances de la Généralité de Catalogne du 12-27, la Mairie de Barcelone ne pouvait voter autre chose.

Le Syndicat Unique des Transports et Communications de la C.N.T. qui est l'organisme responsable qui contrôle et administre les services urbains de la ville, n'est pas partisan, pour le moment, de la municipalisation pour différentes raisons qui renforcent sa position.

Nous, les représentants de la C.N.T. à la Mairie n'agiront jamais contre les intérêts des travailleurs, et tous les secteurs coïncident sur ce point, sauf le P.S.U.C. ; ceci

moins encore quand ces travailleurs luttent pour la collectivité, ce qui est le cas de nos camarades.

Quand les services urbains de Barcelone étaient exploités par des entreprises capitalistes, ils produisaient seulement à la main sept cent mille pesetas ; aux mains des travailleurs, c'est quinze cent mille.

Le coût de la vie a monté partout, mais les ouvriers n'ont pas voulu augmenter les transports quoiqu'ils travaillent plus de quarante-huit heures et gagnent moins que leurs camarades d'autres industries.

Les frais d'exploitation des tramways ont augmenté, en raison d'améliorations accordées à la collectivité, de 5.500.000 pesetas par an ; de plus il faut compter 1 million 200.000 pesetas pour augmentation du matériel, et 400.000 pesetas en plus pour l'électricité dépendante.

Les camarades des tramways ont remis le 15 août, pour les militaires, 82.606 pesetas. Les lignes 37 et 38 ont réduit les tarifs jusqu'à rendre gratuit le service des écoliers, sur

LA « Révolution Proletarienne » publie, sous la signature de Louzon, dans son numéro du 10 juin, une étude qui ne peut passer inaperçue.

Avec une netteté admirable, des arguments irréfutables, un esprit critique des plus clairvoyants, Louzon vient de faire une analyse merveilleuse de la semaine sanglante de Catalogne.

Nous voulons que tous nos lecteurs la connaissent, et c'est avec un très grand plaisir que nous la reproduisons ici.

Le 24 février 1848, le peuple de Paris était maître de la ville, il venait de battre l'armée régulière, il avait des armes, il était la force.

Force à laquelle ne pouvait tenter de s'opposer le gouvernement bourgeois issu de la Révolution que le peuple avait faite ; il lui fallait, pour le moins, composer avec lui : les hommes du peuple, le socialiste Louis Blanc et l'« ouvrier » Albert furent admis à faire partie du gouvernement.

Dès ce moment, la bourgeoisie républicaine n'a qu'une pensée : mater cette force ouvrière qu'elle a dû subir. Pour cela, il lui faut à elle-même une force : elle crée la garde mobile ; avec tous les chenapans paresseux ou incapables, désireux de vivre sans rien faire, comme il en pullule dans les grandes villes, elle crée la « garde mobile », garde mercenaire qu'elle paie grassement.

Cela fait, elle se sent en mesure d'affronter les ouvriers parisiens. Au début de mai, en l'espace de quelques jours, les provocations se succèdent : Louis Blanc, Albert, tous les partisans de la « République Sociale », ayant rempli leur rôle de bouclier de la bourgeoisie durant le temps où elle se trouvait sans force, sont écartés du gouvernement, — on interdit l'accès de la Chambre aux délégués populaires, — le gouvernement proclame qu'il « saura maintenir avec vigueur et partout la tranquillité menacée ».

Ces mesures affigent leur but. Le 15 mai, le peuple de Paris répond en faisant entendre de la force sa parole à la Chambre. Celle-ci est envahie ; l'assemblée est déclarée dissoute ; un nouveau gouvernement, un gouvernement ouvrier, est proclamé à l'Hôtel de Ville.

Mais le gouvernement bourgeois fait appeler à ses séides. La garde mobile, appuyée par les plus courageux des gardes nationaux des quartiers bourgeois, se rassemble aux alentours de l'Hôtel de Ville. Les deux forces sont face à face. Il va y avoir bataille ? — Non. — A peine quelques coups de feu et là, et, sans autrement insister, les ouvriers quittent l'Hôtel de Ville, le gouvernement bourgeois redévoient l'unique gouvernement.

Aussitôt, Albert, Barbès, Raoul, Blanqui, etc., sont arrêtés. La contre-révolution commence. Elle devait avoir son épilogue le mois suivant avec les terribles « journées de juin ». A la suite d'une nouvelle provocation, la dissolution des ateliers nationaux, les ouvriers parisiens se lèvent à nouveau ; cette fois, entre les travailleurs en armes et les gardes mobiles, c'est une lutte acharnée, une lutte à mort, durant laquelle 10.000 ouvriers trouvent la mort, et qui se termine par la défaite du prolétariat.

Le souvenir de ce 15 mai parisien vient inévitablement à l'esprit devant les journées barcelonaises des 4, 5 et 6 mai derniers.

LES POINTS DE RESSEMBLANCE

Le 19 juillet 1936, le peuple de Barcelone et de Madrid bat les militaires soulevés, il s'empare des armes, il est la force.

Impossible de s'opposer à lui puisqu'il reste à peu près la seule force armée de l'Espagne républicaine. Il faut donc composer avec lui. En conséquence, la bourgeoisie républicaine lui laisse organiser son propre pouvoir, installer ses propres organes de pouvoir, en marge et sous le couvert des anciennes institutions politiques bourgeoises que d'un commun accord on laisse comme façade.

Puis, plus tard, la bourgeoisie sollicite la participation des représentants ouvriers à cette façade ; elle demande, exige même presque, l'entrée des Louis Blanc et des Albert au gouvernement, l'entrée des délégués de la C.N.T. au gouvernement de la Généralité de Catalogne d'abord, puis, au moment du plus grand péril, au gouvernement central.

Mais, en même temps, tout comme le gouvernement provisoire de 48, les gouvernements de Madrid et de Barcelone, qui ont eu soin de conserver entre les mains des plus bourgeois de leurs membres, le ministère fondamental : celui de la Police, s'arment.

Les quelques forces gouvernementales restées, le 19 juillet, fidèles à la République, avaient été fortement contaminées par l'esprit révolutionnaire durant les journées où ouvriers et gardes d'assaut avaient ensemble fait le coup de feu. Il faut donc d'abord que l'Etat « reprenne en mains » sa police. Pour cela, la séparer le plus possible de la classe ouvrière, l'enfermer dans ses casernes, lui redonner un uniforme, lui rapprendre le pas de parade, et surtout susciter le plus possible d'incidents entre elle et le prolétariat, notamment avec la police particulière de celui-ci (1). Préparation psychologique.

En outre : préparation matérielle. Le nombre des gardes d'assaut est considérablement augmenté (surtout par le gouvernement central), et, tandis qu'on refuse aux troupes de certains fronts des armes modernes, tandis que celles-ci doivent se contenter d'anciens fusils arrachés aux

troupes factieuses le 19 juillet, les nouveaux gardes d'assaut sont munis des armes les plus récentes et les plus perfectionnées.

Fin avril, ces préparatifs sont suffisamment poussés pour que la bourgeoisie se puisse croire en mesure de livrer bataille : elle a une force à opposer à la force ouvrière.

Les provocations commencent donc.

C'est d'abord une circulaire des derniers jours d'avril par laquelle les autorités du ministère catalan de l'Ordre public interdisent tout contrôle de la voie publique par les comités ouvriers et ordonnent le désarmement des délégués de ces comités qui s'y livrent.

Dès que cette circulaire arrive à la connaissance des travailleurs, ceux-ci prennent les devants : trois nuits de suite, ils s'installent aux points stratégiques de Barcelone et, en fait d'être désarmés, ce sont eux qui désarment les forces policières gouvernementales : 250 gardes nationaux et d'assaut.

Cela d'ailleurs s'est passé sans bruit, à l'insu même de la ville. La première provocation est donc un fiasco total ; il faut en trouver une autre.

C'est alors l'attentat de la Telefonica.

Depuis le 19 juillet, le service des téléphones (2) est assuré, comme tous les autres services publics, par les syndicats, en l'espèce le syndicat de la C.N.T. et celui de l'U.G.T.

Comme tous les autres services publics, le téléphone, sous le nouveau régime, marche très bien ; personne n'a à s'en plaindre. D'autre part, les rapports administratifs ou autres avec le gouvernement sont très corrects ; pas d'incidents ; c'est précisément ce qu'il faut, la provocation n'en sera que plus provocante.

Donc, le 3 mai, au beau milieu de la journée, agissant sur l'ordre du ministre de l'Intérieur de la Généralité, le bourgeois Ayguade, représentant de l'Esquerda catalane au sein du gouvernement, le stalinien Roger Salas, commissaire de l'Ordre public, envahit, à la tête de plusieurs centaines de gardes d'assaut, le Central téléphonique de Barcelone situé en plein centre de la ville, sur la place de Catalogne, l'équivalent de notre place de l'Opéra.

Il envahit, ou, plutôt, il tente d'envahir. Car, après qu'il s'est emparé, par surprise, des premiers étages, la résistance s'organise dans les étages supérieurs, et les forces policières bourgeois-staliniennes doivent abandonner la partie.

Mais l'effet cherché est obtenu.

Tout Barcelone est en émoi.

Il est manifeste que cette attaque de la Telefonica, la tentative d'expulser les travailleurs de la garde et de la direction d'un service public, n'est que le début d'une tentative d'expropriation généralisée des travailleurs, une tentative pour leur enlever tout ce qu'ils ont conquis depuis le 19 juillet : les usines, les ateliers, les champs repris aux capitalistes et qu'ils sont maintenant marchés pour leur propre compte, sous leur propre direction.

En conséquence, spontanément, tout le monde prend les armes en cette fin de journée et durant la nuit qui suit.

Tout le monde, travailleurs et aristocrates.

D'un côté, les ouvriers.

De l'autre côté :

1° Les forces policières gouvernementales, tout au moins celles qui le veulent et le peuvent (une partie seulement des gardes d'assaut et des gardes nationaux), mais la totalité des « mozos », gardes spéciaux de la Généralité recrute spécialement parmi les catalanistes ;

2° Les membres de l'Estat Catala, parti nettement fasciste, qui appartiennent à la coalition soi-disant « antifasciste » uniquement parce qu'il est séparatiste catalan, ce qui l'oppose nettement aux fascistes de Madrid ;

3° Servant de cadres au tout, les membres du parti dit « communiste ».

Après deux jours de combat, les obstructions des comités régionaux de la C.N.T. et de la F.A.I. font céder le feu ouvrier ; durant une troisième journée, les forces bourgeois-staliniennes continuent à tirer sur des gens qui, disciplinés, ont cessé de se défendre, et les tuent. (Ce fut la journée des plus grosses pertes du côté ouvrier). Enfin, la lutte, même du côté policier, finit par s'arrêter. Il y a, en tout, 500 tués et un nombre considérable de blessés.

Manifestement, la bataille cependant n'a pas été poussée à fond. Aucun des deux partis ne s'est emparé des positions de l'autre. On s'est arrêté, comme à Paris au 15 mai, parce qu'on a voulu s'arrêter.

Mais, tout comme au 15 mai, le fossé entre les classes, jusque-là tant bien que mal masqué, s'est affirmé. Et aussitôt, de même qu'au 15 mai, la contre-révolution commence. Dans les villages, la terreur blanche, sous la protection de la police, s'installe. A Barcelone, de nombreux militants socialistes, les 19 juillet, fidèles à la République, avaient été fortement contaminées par l'esprit révolutionnaire durant les journées où ouvriers et gardes d'assaut avaient ensemble fait le coup de feu. Il faut donc d'abord que l'Etat « reprenne en mains » sa police. Pour cela, la séparer le plus possible de la classe ouvrière, l'enfermer dans ses casernes, lui redonner un uniforme, lui rapprendre le pas de parade, et surtout susciter le plus possible d'incidents entre elle et le prolétariat, notamment avec la police particulière de celui-ci (1). Préparation psychologique.

En outre : préparation matérielle. Le nombre des gardes d'assaut est considérablement augmenté (surtout par le gouvernement central), et, tandis qu'on refuse aux troupes de certains fronts des armes modernes, tandis que celles-ci doivent se contenter d'anciens fusils arrachés aux

(1) Un exemple entre cent de ces incidents. Du fait de la difficulté des approvisionnements, certaines denrées, le pain notamment, sont rationnées à Barcelone, d'après des queues aux portes des magasins. Pour le bon ordre de ces « queues », les « patrouilles de contrôle », organes de police prolétarien qui étaient chargés de la police des queues, étaient établis d'autres. Bien entendu, les patrouilles de contrôle, la bourgeoisie n'en ayant plus besoin, s'en débarrasse.

L'analogie est criante ; elle est poussée jusque dans les détails ; c'est presque une identité.

En même temps, comme de juste, on chasse les représentants ouvriers des conseils du gouvernement. Si, en Catalogne, on croit prudent de conserver encore un représentant de la C.N.T., on enlève à celle-ci, en Catalogne même, le ministère essentiel de l'Intérieur, et toute la représentation à celui de l'Etat, ou, au contraire, à celle-ci, en

Catalogne, le ministère essentiel de la Défense, et toute la représentation à celui de l'Intérieur ; dans le gouvernement central, on va plus loin : le nouveau gouvernement central n'a plus aucun représentant de la C.N.T., les Montseny et les Garcia Oliver ont, tout comme Louis Blanc et Alain, rempli leur rôle, le même rôle, la bourgeoisie n'en ayant plus besoin, s'en débarrasse.

L'analogie est criante ; elle est poussée jusque dans les détails ; c'est presque une identité.

(2) En Espagne, les téléphones étaient complètement indépendants des Postes et Télégraphes, car ils ont fait l'objet d'une concession qui fut donnée par Primo de Rivera au grand trust américain, l'American Telegraph and Telephone Co. ; ils constituaient donc une exploitation privée, non un service d'Etat.

LA CONTRE-REVOLUTION...

Les journées de mai

LA DIFFÉRENCE :

LA SUPERIORITE MILITRALE DE LA C.N.T.

Cependant, n'y a-t-il point une différence? Ces journées de mai, sont-elles comme celles de 48, le prélude à des journées de juin, des journées d'où le prolétariat espagnol sortira comme le prolétariat français, écrasé?

Question triviale qu'on ne peut pas poser, et à laquelle je vous dirai tâcher d'apporter quelques éléments de réponse.

Entre la journée de Paris et celles de Barcelone, il existe une différence capitale. Ce ne fut bien, ici et là, qu'une simple confrontation des forces, mais tandis qu'à Paris — et bien qu'il soit difficile de dire pourquoi les ouvriers parisiens abandonnent l'Hôtel de Ville sans combattre, — le moins qu'on puisse dire est que de cette journée ne résultait point la démonstration d'une supériorité des forces ouvrières, les journées des 4 et 5 mai à Barcelone appartenant la preuve d'une supériorité écrasante qu'au nord de Teruel, soit sur une longue de quelque 300 kilomètres et dont les trois quarts au moins des troupes qui le garnissent sont sous le contrôle et l'autorité morale de la C.N.T.

Si ces forces pourtant n'avaient pas suffi, la C.N.T. pouvait disposer d'une réserve très importante : les troupes du front d'Aragon. Le front d'Aragon, c'est-à-dire le front qui s'étend depuis la frontière française jusqu'au nord de Teruel, soit sur une longue de quelque 300 kilomètres et dont les trois quarts au moins des troupes qui le garnissent sont sous le contrôle et l'autorité morale de la C.N.T.

La presque totalité de Barcelone, les neuf dixièmes pour le moins, tomba entre les mains du prolétariat, ou, plus exactement, y resta, sans coup férir. Dans tout ce qui n'est pas le cœur même de la ville, le prolétariat fut maître, à peu près sans combat. Fascistes de l'Estat Catala et staliniens du P.S.U. (parti socialiste unifié) n'y montrèrent pas le bout de leur nez ; quant aux gardes

dixièmes de la place de Catalogne, lequel équivaut à la place de l'Opéra, ils y furent écrasés.

La presque totalité de Barcelone, les neuf dixièmes pour le moins, tomba entre les mains du prolétariat, ou, plus exactement, y resta, sans coup férir. Dans tout ce qui n'est pas le cœur même de la ville, le prolétariat fut maître, à peu près sans combat. Fascistes de l'Estat Catala et staliniens du P.S.U. (parti socialiste unifié) n'y montrèrent pas le bout de leur nez ; quant aux gardes

dixièmes de la place de Catalogne, lequel équivaut à la place de l'Opéra, ils y furent écrasés.

La presque totalité de Barcelone, les neuf dixièmes pour le moins, tomba entre les mains du prolétariat, ou, plus exactement, y resta, sans coup férir. Dans tout ce qui n'est pas le cœur même de la ville, le prolétariat fut maître, à peu près sans combat. Fascistes de l'Estat Catala et staliniens du P.S.U. (parti socialiste unifié) n'y montrèrent pas le bout de leur nez ; quant aux gardes

dixièmes de la place de Catalogne, lequel équivaut à la place de l'Opéra, ils y furent écrasés.

La presque totalité de Barcelone, les neuf dixièmes pour le moins, tomba entre les mains du prolétariat, ou, plus exactement, y resta, sans coup férir. Dans tout ce qui n'est pas le cœur même de la ville, le prolétariat fut maître, à peu près sans combat. Fascistes de l'Estat Catala et staliniens du P.S.U. (parti socialiste unifié) n'y montrèrent pas le bout de leur nez ; quant aux gardes

dixièmes de la place de Catalogne, lequel équivaut à la place de l'Opéra, ils y furent écrasés.

La presque totalité de Barcelone, les neuf dixièmes pour le moins, tomba entre les mains du prolétariat, ou, plus exactement, y resta, sans coup férir. Dans tout ce qui n'est pas le cœur même de la ville, le prolétariat fut maître, à peu près sans combat. Fascistes de l'Estat Catala et staliniens du P.S.U. (parti socialiste unifié) n'y montrèrent pas le bout de leur nez ; quant aux gardes

dixièmes de la place de Catalogne, lequel équivaut à la place de l'Opéra, ils y furent écrasés.

La presque totalité de Barcelone, les neuf dixièmes pour le moins, tomba entre les mains du prolétariat, ou, plus exactement, y resta, sans coup férir. Dans tout ce qui n'est pas le cœur même de la ville, le prolétariat fut maître, à peu près sans combat. Fascistes de l'Estat Catala et staliniens du P.S.U. (parti socialiste unifié) n'y montrèrent pas le bout de leur nez ; quant aux gardes

dixièmes de la place de Catalogne, lequel équivaut à la place de l'Opéra, ils y furent écrasés.

La presque totalité de Barcelone, les neuf dixièmes pour le moins, tomba entre les mains du prolétariat, ou, plus exactement, y resta, sans coup férir. Dans tout ce qui n'est pas le cœur même de la ville, le prolétariat fut maître, à peu près sans combat. Fascistes de l'Estat Catala et staliniens du P.S.U. (parti socialiste unifié) n'y montrèrent pas le bout de leur nez ; quant aux gardes

dixièmes de la place de Catalogne, lequel équivaut à la place de l'Opéra, ils y furent écrasés.

La presque totalité de Barcelone, les neuf dixièmes pour le moins, tomba entre les mains du prolétariat, ou, plus exactement, y resta, sans coup férir. Dans tout ce qui n'est pas le cœur même de la ville, le prolétariat fut maître, à peu près sans combat. Fascistes de l'Estat Catala et staliniens du P.S.U. (parti socialiste unifié) n'y montrèrent pas le bout de leur nez ; quant aux gardes

dixièmes de la place de Catalogne, lequel équivaut à la place de l'Opéra, ils y furent écrasés.

La presque totalité de Barcelone, les neuf dixièmes pour le moins, tomba entre les mains du prolétariat, ou, plus exactement, y resta, sans coup férir. Dans tout ce qui n'est pas le cœur même de la ville, le prolétariat fut maître, à peu près sans combat. Fascistes de l'Estat Catala et staliniens du P.S.U. (parti socialiste unifié) n'y montrèrent pas le bout de leur nez ; quant aux gardes

dixièmes de la place de Catalogne, lequel équivaut à la place de l'Opéra, ils y furent écrasés.

La presque totalité de Barcelone, les neuf dixièmes pour le moins, tomba entre les mains du prolétariat, ou, plus exactement, y resta, sans coup férir. Dans tout ce qui n'est pas le cœur même de la ville, le prolétariat fut maître, à peu près sans combat.

...EN ESPAGNE

furent-elles un "15 mai"?

supériorité, elle l'a toujours; elle reste donc la force.

Chacun s'en rend bien compte, et l'homme de la rue et le Gouvernement.

L'homme de la rue.

Regardez en effet ces passants dont je viens de parler. Ils ne portent plus le rouge et le noir, c'est entendu, mais ils ne portent plus le rouge non plus. Avant mai, bien que ce fut le rouge et le noir qui fut de beaucoup le plus répandu, vous voyiez tout de même pas mal de rouge, au moins dans les quartiers du centre. Eh bien, ce rouge a maintenant autant disparu que le rouge et noir. On n'ose pas plus arborer la couleur du vainqueur que celles du vaincu.

Pour quelle raison, si ce n'est qu'on sent que le vaincu est encore fort, le plus fort?

Et puis, peut-être aussi parce que c'est lui qui conserve la sympathie. Voyez en effet, au matin, le journal que le passant a en mains : ça continue à être, pour l'énorme majorité, *Solidaridad Obrera*, le quotidien

confédéré.

Ce que sent l'homme de la rue, le Gouvernement le sent aussi.

La perte du pouvoir par la C.N.T. a signifié pour elle la perte d'importantes fonctions dans ce qui constitue essentiellement le pouvoir : la police. Elle a perdu le contrôle de la frontière dans la région de Puigcerda, qu'elle assumait jusqu'à peu près exclusivement ; les comités ouvriers de quartier ont vu leur contrôle de la rue et des routes rendu très difficile ou impossible ; au ministère catalan de la police, la C.N.T. n'a plus aucun poste ; cependant, le Gouvernement n'a pas encore osé toucher, jusqu'au moment où j'écris, à l'organigramme de police le plus important : les "patrouilles de contrôle" de Barcelone.

Les "patrouilles de contrôle" sont ce corps de police que la classe ouvrière créa au lendemain du 19 juillet, pour remplacer

la police d'Etat, alors presque complètement inexistante. Depuis lors, on a à légalisé ces patrouilles : on les a incorporées dans la police d'Etat, mais c'est une incorporation purement formelle ; les patrouilles restent une police ouvrière, fonctionnant en fait exclusivement sous le contrôle de la C.N.T., ou, plus précisément, de la F.A.I.

Pour comprendre exactement quelle nature de force et quelle puissance elles représentent, rien ne vaut que de les avoir vu défilé un certain dimanche de février dans une manifestation organisée contre la C.N.T. et que celle-ci, avec ce merveilleux

appel à propos dont elle sait si souvent faire preuve, transforma en une manifestation de la C.N.T. C'était un défilé "militaire" :

la défilation des patrouilles de contrôle défilait derrière un immense drapeau noir,

en ordre, mais avec une affectation marquée de ne pas marcher au pas, et portant,

"ainsi qu'un marche à balai", dirait un sergent de l'armée française, de redoutables mitrailleuses. Le contraste était saisissant avec les gardes d'assaut et nationaux, qui suivait, marchant au pas de l'oise, se frappant le cœur à chaque pas d'un geste imbecile, et munis de longs fusils, que les mitrailleuses des patrouilles auraient surclassé considérablement dans un combat de rues.

La première chose qu'aurait donc fait un Etat fort, après les journées de mai, c'est été de désarmer et de dissoudre (8) les patrouilles de contrôle. Or, on a simplement parlé, avec insistance il est vrai, de le faire ; les abus de staliniens ont donné de toute leur voix, mais jusqu'ici le Gouvernement se contente de négocier avec la F.A.I. à ce sujet.

L'ETENDUE DE LA COLLECTIVISATION

Enfin, il y a un autre fait, d'une importance sociale fondamentale, qui montre combien la C.N.T. reste forte.

Toute contre-révolution politique n'a qu'un but et qu'une raison d'être : réaliser une contre-révolution économique et sociale.

L'actuelle contre-révolution espagnole ne fait pas exception : elle a pour but d'enlever aux travailleurs leurs conquêtes économiques, en leur enlevant les entreprises dont ils se sont emparés depuis le 19 juillet.

Or, si la coalition bourgeois-stalinienne a bien déclenché, dès le lendemain de sa victoire, toute une campagne de presse contre les secteurs qui lui ont semblé les plus vulnérables de la collectivisation, ça s'est jusqu'à présent borné là : on n'a point encore osé toucher sérieusement aux propriétés ouvrières.

La classe ouvrière et la C.N.T. sont, aujourd'hui comme avant le 4 mai, les maîtresses de fait de toute la vie économique de Catalogne et d'Aragon.

C'est une chose dont on ne se rend pas bien compte en France, où l'on est obnubilé, comme c'est assez naturel, par les événements politiques et militaires : La Révolution sociale, c'est-à-dire l'expropriation de la bourgeoisie au profit des travailleurs, le passage des moyens de production des mains des capitalistes dans celles des prolétaires, est non seulement commencée, mais presque achevée, en Catalogne et dans les provinces voisines.

Ce passage s'est effectué, non sous la

(8) Sur le papier, les patrouilles de contrôle sont, il est vrai, dissoutes depuis mars, mais sur le papier seulement. Signalons à ce sujet les graves erreurs que l'on commet, lorsque l'on juge de la politique de la C.N.T. par ce que ses ministres acceptent ou ont accepté de contresigner, ou même par les articles de la *Sola*. En mars, les représentants de la C.N.T. au gouvernement de la Généralité ont accepté la dissolution des patrouilles de contrôle, mais l'exécution de ce décret était subordonnée à la formation d'un nouveau corps de police, qui n'a jamais pu être constitué parce que la C.N.T. exigeait pour la formation de ce corps des garanties égales à celles qu'elle avait avec les patrouilles de contrôle.

De même, lors de la menace italienne sur Guadalajara, la *Sola* réclama avec insistance l'envoi de toutes les armes au front. Il ne s'agissait pas seulement de désarmer les syndicats, mais, moyennant la remise par ceux-ci, de quelques centaines de fusils — ce qui n'est rien — obtenir l'envoi au front des gardes nationaux et gardes d'assaut.

forme saint-simonienne de l'étatisation, mais sous la forme proudhoniennes et bakouniniennes de la "collectivisation". C'est-à-dire que les entreprises enlevées aux capitalistes ont été remises entre les mains d'associations ouvrières ("collectivités"), qui les gèrent sous le contrôle des syndicats.

Or, presque tout, aujourd'hui, est "collectivisé".

D'autre part, presque tout ce qui est collectivisé le fut par la C.N.T. et fonctionne sous le seul contrôle du syndicat de la C.N.T., parce que la plupart du temps c'est le seul syndicat ouvrier existant, l'U.G.T., ne groupant en Catalogne, sauf en quelques rares corporations, que des artisans et des patrons.

Pour apprécier l'étendue de la collectivisation, il suffit de regarder comment l'on vit à Barcelone.

Vous descendez à un hôtel : il y a 9 chambres sur 10 pour qu'il soit collectivisé ; vous allez au restaurant : il est collectivisé ; vous allez prendre le café au bar : c'est un bar collectivisé ; vous achetez un journal : il est à la collectivité de ceux qui le font : journalistes et typos ; allez vous faire couper les cheveux : ce sera obligatoirement dans un établissement collectivisé, car chez les coiffeurs la collectivisation est totale (dans ce cas, on dit que l'industrie considérée a été "socialisée") ; vous voudrez faire faire un costume : les tailleur collectivisés vous présentent leurs étalages ; si vous allez faire des emplettes dans un grand magasin, il est, bien entendu, collectivisé ; cependant, ici, une différence vous verrez figurer les initiales de l'U.G.T. à côté de celles de la C.N.T., la collectivisation fonctionnant sous le contrôle des deux syndicats (les employés de magasins n'ont-ils pas toujours en eux tous les pouvoirs aristocratiques ?) ; si vous prenez un taxi, il sera obligatoirement de la C.N.T., un omnibus, un tram, le métro, vous serez toujours dans une entreprise collectivisée ; enfin, si le soir vous allez au spectacle, quel que soit celui-ci, cinéma, théâtre ou dancing, vous serez obligatoirement dans un établissement collectivisé.

Entreprises collectivisées où vous ne devrez d'ailleurs pas être étonné de retrouver l'ancien patron. Celui-ci a, en effet, accepté la plupart du temps la collectivisation, et il continue à travailler dans son ancienne affaire ; mais il y travaille comme un simple employé, avec le salaire des autres employés.

Ce qui est vrai pour ces entreprises généralement petites ou moyennes auxquelles l'affaire directement le consommateur, l'est également, bien entendu, pour les grosses entreprises productives. Le textile et la mécanique, les deux grandes industries de la Catalogne sont, en très grande partie, collectivisées et, pour le reste, placées sous le contrôle ouvrier (9). Quant à l'industrie du bois, elle est totalement collectivisée, depuis l'abatage des arbres jusqu'aux travaux d'ébénisterie les plus fins.

Mais, pas seulement l'industrie est collectivisée ; l'est aussi — et le fait est capital — l'agriculture.

Dans la partie de l'Aragon occupée par les troupes républicaines, il n'est pas un village qui ne possède sa "collectivité", collective libre qui comprend parfois tous les habitants du village, et parfois un certain nombre seulement.

Les membres de la "collectivité" travaillent en commun leurs terres mises en commun, ainsi que celles enlevées aux propriétaires fascistes, et ils touchent une rémunération journalière commune.

Dans le Levant, c'est-à-dire sur ces magnifiques huertas de la côte de Valence, la région la plus riche d'Espagne et l'une des plus riches du monde, la collectivisation agricole est également très poussée. C'est dans la campagne catalane qu'elle le serait peut-être le moins (10).

Ces collectivités marchent très bien. Certes, pour porter un jugement sûr, il faudrait pouvoir en juger de l'intérieur, y avoir vécu. Mais dans la mesure où l'on peut juger de l'extérieur, du point de vue du consommateur, les résultats sont excellents. J'avais déjà signalé en tout dernier complément les services publics de Catalogne fonctionnant bien peu mois après, il continua à être de même, avec cette différence que le matériel est plus moderne, de nouveaux omnibus, des taxis neufs ayant été mis en service. N'en déplaise à nos bourgeois et à nos bureaucraties ouvrières embourgeoisées, l'électricité gérée par les ouvriers continue à fonctionner sans panne et sans baisse de tension, l'hôtel est aussi propre qu'avant la collectivisation, sa cuisine est aussi bonne, étant entendu qu'elle est soumise aux restrictions de guerre ; deux plats seulement et un morceau de pain. Les grands magasins collectivisés regorgent d'acheteurs, les vendeurs continuent à y être aimables, et la "sastrería confederal" vous fait en quarante-huit heures un complet impeccable (11).

Quant à la collectivisation agricole, ses effets en Aragon se traduisent par les chiffres.

(9) On verra dans un prochain article sur Puigcerda, ce qu'il faut entendre exactement par cet euphémisme : contrôle ouvrier.

(10) Cela provient sans doute de la différence du mode de culture. En Aragon et dans le Levant, pays par ailleurs si profondément différents, la culture présente un caractère identique ; il s'agit de culture irriguée, de "grande culture" irriguée. En Catalogne au contraire, il s'agit de culture non irriguée et en terrains très variés : ici une croupe, là une cuvette, par ailleurs un coteau, parfois très abrupt, etc.

(11) Peut-être demandera-t-on à quels prix se vend tout cela ? Les prix sont traduits en francs, au cours du change tel qu'il se pratiquait en France, d'un bon marché incroyable : vous avez un excellent hôtel pour 7 à 8 francs par jour tout compris (je dis bien 7 à 8 francs par jour tout compris : chambre, petit déjeuner et dîner), et un complet par laine sur mesure vous revient à 130 francs. Bien entendu, ces prix sont dus principalement à la dépréciation de la peseta ; néanmoins il n'y a jamais eu dans les pays qui ont déprécié leur monnaie une telle différence entre les prix intérieurs et ceux de l'étranger, même en Allemagne à l'époque de la baisse de la monnaie.

Les suivants : les surfaces ensemencées ont, au total, augmenté de 25 à 30 % par rapport à l'an dernier, et la récolte de betteraves, dont nous avons naguère indiqué toute l'importance pour cette province, dépassera de loin tous les records.

C'est cette œuvre magnifique que la contre-révolution se propose de détruire. Cependant, ainsi que je l'ai dit, on n'est pas encore qu'aux travaux d'approche ; déjà, pourtant, en certains villages de Catalogne, les staliniens ont fait irruption après les journées de mai, occupant les locaux de la collectivité et déclarant que "la collectivité c'est fini", que les terres devaient rester à leurs anciens propriétaires.

Pour ce qui est de l'industrie, l'offensive a lieu par un moyen plus détourné. On ne parle pas encore de rendre les entreprises à leurs anciens propriétaires, mais on veut les donner à l'Etat (c'est-à-dire à la bourgeoisie en tant que classe). Le grand mot d'ordre bourgeois-stalinien, à l'heure actuelle, est de "nationaliser", c'est-à-dire étais ou municipaliser les entreprises actuellement collectivisées. Et c'est ainsi que la C.N.T. a déjà du consentir, en principe du moins, à la "nationalisation" des chemins de fer, où le syndicat de la C.N.T. est en minorité par rapport à celui de l'U.G.T., et des usines travaillant pour la guerre ; cependant, cette nationalisation n'est pas encore, croyons-nous, réalisée dans les faits.

Plus grave encore serait la municipalisation des transports publics de Barcelone, question sur laquelle concentrent actuellement tous leurs efforts, bourgeois de l'Espagne catalane et staliniens du P.S.U.C. mais à laquelle la C.N.T. résiste vigoureusement.

L'AVENIR

Ainsi, malgré sa victoire de mai, la bourgeoisie a été impuissante à supprimer un trait de plume, ce dont le maintien est cependant pour elle un arrêt de mort : la collectivisation. Elle ne peut tenter que de la grignoter.

Grignotage insignifiant jusqu'ici, mais en sera-t-il toujours de même ?

La réponse à cette question dépend toute entière de celle à donner à cette autre : qui conservera la force de la collectivité ?

Car s'il est un point sur lequel Marx avait cent fois raison contre Proudhon, c'est bien celui-là : que, sans le pouvoir politique, aucune conquête économique ne peut se réaliser, ni subsister. Sans le pouvoir politique, c'est-à-dire, sans la force, la force brutale, la force militaire.

Si puissamment enraciné que soit dès maintenant le système de la collectivisation dans la vie ouvrière et paysanne de Catalogne et d'Aragon, ce système sera détruit en moins de rien le jour où la C.N.T. n'aura plus la force. La seule raison pour laquelle on n'ose guère encore y toucher est que, le 4 mai, la C.N.T. a montré sa force. Que cette force disparaîsse, et la collectivisation disparaîtra du même coup.

Or, la question : la C.N.T. conservera-t-elle sa force, dépend elle-même de cette autre, qui est aujourd'hui la question fondamentale, cruciale, de la révolution espagnole : la C.N.T. conservera-t-elle ses armes ?

LES ARMES DE L'INTERIEUR

Au lendemain des journées de mai, le Gouvernement Largo Caballero publia un ordre sur la détention des armes assimilant toute cétention d'armes autres que les armes de poche, à un acte de complicité avec l'ennemi, et la punition des mêmes peines. Cet ordre fut naturellement repris pour son compte par le Gouvernement contre-révolutionnaire de Negrín, qui s'efforce par tous moyens de le mettre à exécution.

Y parviendra-t-il ? Toute la question est là.

Ce n'est un secret pour personne que la C.N.T., qui n'a pas un seul moment perdu de vue qu'il lui faudrait un jour en découvrir ses soi-disant alliés de l'antifascisme, s'est assurée des armements très importants. Qu'une part de ces armements soit saisie par le Gouvernement ou même lui soit

saisie par les milices, les grades ne portent naturellement pas de galons ; mais si un "délégué de compagnie" peut se passer de galons, en est-il de même d'un capitaine ?

Dans les milices, les grades ne portent pas de galons, en est-il de même d'un capitaine ?

Dans les milices militarisées, les grades

étaient évidemment portés, mais on leur a récemment supprimé ; elles n'ont plus droit également qu'à un numéro.

Même changement de dénomination pour les grades : les "délégués de compagnies" deviennent des capitaines, les "délégués de divisions" des caporaux d'escouade, etc.

Tout cela n'est pas bien grave.

Une chose plus importante : les galons.

Les milices, les grades ne portent pas de galons, en est-il de même d'un capitaine ?

Dans les milices militarisées, les grades

étaient portés, mais on leur a récemment supprimé ; elles n'ont plus droit également qu'à un numéro.

Même changement de dénomination pour les grades : les "délégués de compagnies" deviennent des capitaines, les "délégués de divisions" des caporaux d'escouade, etc.

Tout cela n'est pas bien grave.

Une chose plus importante : les galons.

Les milices, les grades ne portent pas de galons, en est-il de même d'un capitaine ?

Dans les milices militarisées, les grades

étaient portés, mais on leur a récemment supprimé ; elles n'ont plus droit également qu'à un numéro.

Même changement de dénomination pour les grades : les "délégués de compagnies" deviennent des capitaines, les "délégués de divisions" des caporaux d'escouade, etc.

Tout cela n'est pas bien grave.

Une chose plus importante : les galons.

Les milices, les grades ne portent pas de galons, en est-il de même d'un capitaine ?

Dans les milices militarisées, les grades

étaient portés, mais on leur a récemment supprimé ; elles n'ont plus droit également qu'à un numéro.

Même changement de dénomination pour les grades : les "délégués de compagnies" deviennent des capitaines, les "délégués de divisions" des caporaux d'escouade, etc.

Tout cela n'est pas bien grave.

Une chose plus importante : les galons.

Les milices, les grades ne portent pas de galons, en est-il de même d'un capitaine ?

Dans les milices militarisées, les grades

LE STALINISME AUX ABOIS

Il est incontestable que les événements de Moscou auront certaines répercussions internationales et risquent d'ébranler assez profondément le « système » européen, dont l'équilibre instable repose, comme on sait, sur la constitution des blocs anglo-franco-russe et italo-allemand.

Nous n'en sommes pas, sans doute, à la période de désagrégation, et s'il y a quelque chose de pourri dans l'empire des tsars, il n'est pas encore dit que Staline ne parviendra pas à faire durer sa dictature, et d'ailleurs, en tout état de cause, l'armée rouge représente, techniquement, un facteur qu'il ne faut pas négliger et qui continuera à affecter le développement des antagonismes internationaux. Les intérêts permanents de l'impérialisme russe continueront, quel que soit le sort de la partie livrée par le Dictateur, à peser lourd dans la balance de la politique européenne, et rien n'indique pour le moment qu'ils modifieront les conditions de l'équilibre. A moins, évidemment, que, comme l'annonce Trotzky, les exécutions qui viennent d'avoir lieu n'annoncent la fin de la dictature et quelque mouvement populaire profond, capable de rendre à la révolution russe le dynamisme international des premières années. Mais rien n'indique qu'une pareille subversion soit en cours. Les événements dont nous avons les échos ressemblent à quelque crise de palais, mettant aux prises des factions rivales et dont l'enjeu serait un simple mouvement du personnel au pouvoir, sans que fût changée la ligne générale du gouvernement.

Sarrant de ces considérations hypothétiques, nous devons constater que les secousses successives qui ont récemment affecté l'Etat russe, et qui se sont traduites par les condamnations à mort de Zinoviev-Kamenev-Piatakov, l'arrestation de Yagoda et l'exécution des chefs de l'armée rouge, ont eu pour effet de donner à réfléchir aux tenants de l'alliance franco-soviétique. Car, si l'on accepte pleinement de lier le sort de la France à celui de l'impérialisme russe pour défendre le statut de Versailles, c'est dans l'espérance que les armées russes rempliront leur mission, qui est, comme en 1914, de menacer, au travers de la

Pologne (neutre ? ennemie ?), les frontières orientales de l'Allemagne. C'est là le sens profond du pacte franco-soviétique, en dépit de toutes les exigences des diplomates. Mais une telle action suppose un gouvernement fort, que ne trahissent point des dissensions paralyssantes. Est-ce le cas de la Russie d'aujourd'hui ? Voilà ce que se demandent nos patriotes, qui ne veulent point être dupes.

« Pas d'accords militaires ! » écrit le « Matin », qui résume ainsi la pensée d'une importante fraction de la bourgeoisie. C'est-à-dire, et en attendant d'y voir plus clair, pas d'engagements qui nous tiendraient trop fortement aux dessins obscurs et inquiétants de la politique russe. Il n'est pas difficile d'imager l'argumentation, d'ailleurs très logique, du « Matin », argumentation reprise par un grand nombre de journaux, tels que l'*« Ere Nouvelle*», qui avaient en leur temps défendu la politique d'accord avec la Russie, inaugurée par M. Laval et sanctionnée par l'inoubliable communiqué de Staline. Même des organes pro-soviétiques, comme l'*« Oeuvre*», se montrent pleins de circonspection et de réserve et reconnaissent que le prestige international de l'U.R.S.S. est gravement atteint.

Nous ne tirerons, quant à nous, aucune conclusion trop optimiste de cette hécatombe de généraux, qui nous est réjouie en d'autres occasions... et surtout rassurée. Tout au plus pouvons-nous dire, qu'en raison des difficultés internes qu'elle rencontre, la politique de Staline pourra être moins ouvertement provocante et que, par conséquent, son action sur les terrains extérieurs perdra beaucoup de son acuité. Du même coup, notre propre impérialisme pourra perdre un peu de sa superbe et de sa malfaïance. Enfin, un certain repliement du stalinisme ne sera pas inévitable en Espagne. Mais, à encore, nous sommes plutôt sur le plan des conjectures.

La situation deviendra toute autre lorsque ce sera le peuple russe lui-même qui se chargera « d'épurer » l'armée rouge.

LASHORTES.

Réunions et Conférences de la semaine

Jeudi 17 juin

XIX^e J. A. C., à 21 heures, salle Marguerite, 6, rue Popincourt.

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

LA VERITE SUR L'ESPAGNE
Orateurs : Coudry, Ringeas, Barzangette, Doutreau.

Samedi 19 juin

GROUP INTERCOMMUNAL BANLIEUE SUD
A 20 h. 30, Salle Lecoq, 50 Avenue de Fontainebleau à Bièvre.

CAUSERIE

Robert Owen, précurseur du Socialisme par P. Montell.

Mardi 23 juin

MALAKOFF à 20 h. 30, Salle de la Coopé, 43 Rue Victor-Hugo à Malakoff

REUNION PUBLIQUE

LES EVENEMENTS DE BARCELONE par Hem Day retour d'Espagne

Jeudi 24 juin

AUBERVILLIERS, à 20 h. 30, salle Gouvernement, rue des Postes.

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

L'ANARCHISME
Orateurs : Frémont, Barzangette, Couderc.

XIX^e Groupe à 20 h. 30, salle Fouguier, 158 bis, Rue de Flandres.

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

LA PATRIE, CE MENSONGE par A. Patorni

Jean MARSTAN

L'EDUCATION SEXUELLE

Edition revue, augmentée de chapitres nouveaux
En vente au Libertaire : 15 fr.

Franco : 16 fr. 50

NOUS ET LES CLASSES MOYENNES

Dans notre lutte contre ce qu'on appelle le Fascisme, c'est-à-dire la continuation brutale et oppresseur du système capitaliste avec une domination plus accentuée d'un groupe capitaliste sur tel autre, nous nous heurtons à moitié chemin aux « Classes moyennes » autour desquelles on fait actuellement une publicité tapageuse.

Ce n'est qu'une simplification peu solide, mais qui a souvent cours parmi des ultra-gauchistes que de croire qu'en face du prolétariat il se trouve la seule classe des grands capitalistes. Il y a malheureusement ces « classes moyennes » qui se composent de petits bourgeois, tels que petits propriétaires, artisans, employés, fonctionnaires, etc.

Il existe, en France, d'après une statistique récente, 2.515.200 petits patrons et employés, plus 525.000 petits agriculteurs, artisans et d'autres dont l'état d'esprit est, paraît-il, petit-bourgeois, qui élève le nombre des « classes moyennes » à 7.784.200 en face de 13 millions de prolétaires.

Tout en tenant compte que cette statistique sort des fabriques de dénombrement de « La Flèche », on doit tout de même évaluer les classes moyennes à un nombre assez respectable.

Si les classes moyennes sont complètement intégrées dans la lutte révolutionnaire, elles peuvent se révéler d'autant plus nuisibles à la cause prolétarienne que leur nombre ajouté à celui des ouvriers réformistes peut, d'une manière, empêcher l'avancement d'un régime fasciste. D'autre part, au moment de la Révolution, elles sont en état, à l'aide des branches de commerce qu'elles détiennent, de saboter les réalisations ouvrières. La C.E.P.C.I. « Syndicat » des petits commerçants catalans et la spéculation sur les produits agricoles ont fait beaucoup de tort à la Révolution espagnole.

Quel est au fond l'intérêt de classe de la petite bourgeoisie ? En aucun cas elle ne peut se solidariser avec la marche du système capitaliste qui, à la suite de la concentration des capitaux, à des crises répétées tendant à l'appauvrir et à la privrer de ses moyens d'existence. D'autre part, cette immense masse de petits bourgeois n'est pas susceptible d'opposer une résistance efficace. D'abord la concentration des capitaux fut suivie d'une évolution aussi foudroyante que Marx l'avait supposé. Puis, même, si la petite bourgeoisie perd en effectifs, elle est toujours à même d'avoir des effets psychologiques déplorables sur les penchants réformistes des ouvriers. Tel est le cas de certains groupements du Front Populaire.

L'intérêt des classes qui ne profitent pas du régime capitaliste — et les classes moyennes en sont — est la Révolution Sociale. Chose qu'en leur sera, à cause de leur état d'esprit peu sympathique de petits bourgeois, difficile de comprendre. Mais il faudrait tout de même essayer de neutraliser une partie de la petite bourgeoisie.

Ou peut le faire :

1^e En lui démontrant que le fascisme, auquel les prépare actuellement le Parti Communiste par son chauvinisme, n'est qu'une suite du système capitaliste et que l'invention du fascisme n'a pas été faite pour les classes moyennes.

2^e En démasquant — surtout quand il s'agit des jeunes — les « théoriciens des classes moyennes » tels que Duboin pour les J.E.U.N.E.S. ou Bergery et Delaius pour le « Front Social ».

Compter sur la disparition immédiate des classes moyennes ca serait fermer les yeux devant un danger qui, en Espagne, en Allemagne et en Italie, a pris un caractère social.

Notre attitude devant ces classes, doit se trouver, bien entendu, à l'opposé du Front Populaire qui en faisant semblant de les acquérir se base sur tout ce dont le système capitaliste a besoin pour aboutir à sa phase fasciste.

Aucune concession sur le terrain ouvrier révolutionnaire et international ! Mais, dans la mesure du possible, mener une action qui rende passifs leurs côtés dangereux en leur expliquant les vrais rapports

JUMAIN.

La logique russe de la tyrannie

(Suite de la première page)

Elle n'est qu'un épisode de la dégénérence du bolchevisme en dictature personnelle à la mode russe, dans cet immense et pauvre pays barbare, plus asiatique qu'euro-péen, violenté et terrorisé par un despote obtus, prisonnier de la violence qu'il déchaîne, qu'il est de plus en plus forcé de déchaîner.

L'exécution de Toukhatchevsky et consorts n'est qu'un maillon de la chaîne contre-révolutionnaire en Russie, un épisode parmi d'autres depuis la formation du parti bolchevik autocratique et bureaucratique, depuis l'écrasement de l'insurrection prolétarienne de Cronstadt en 1921, les emprisonnements et les déportations de révolutionnaires non conformistes, la mort de Lénine, le bannissement de Trotsky les abominations de la collectivisation agraire, les ralliements, les reniements et les capitulations des « opposants », les suicides physiques et les suicides moraux, qui marqueront la déchéance progressive de la révolution d'octobre, l'accession de Staline à la toute-puissance, le retour de l'Etat bolchevik au vomissement policier et impérialiste du tsarisme.

La situation est telle en Russie, la misère si grande, l'oppression exercée par les nouveaux exploiteurs si forte, le reniement des principes d'octobre si total que le dictateur — nous l'avons dit maintes fois — ne peut plus tolérer auprès de lui, si haut placés ou si discrépantes, qu'il soit, tous ceux qui ont trempé dans le passé légendaire qu'il traitait, tous ceux qui complices, ou seulement témoins, sont forcément des juges, et peuvent être (sauf jamais) des accusateurs en puissance.

Comme Staline le dit lui-même, « l'heure de la persécution est passée ». Il s'agit « d'extirper, d'anéantir ».

Et il extirpe, et il anéantit.

Ses adversaires vaincus, dont la célébrité, si bas qu'ils soient tombés, implique encore pour lui quelque menace.

Ses complices même ses créatures d'hier, vieux bolcheviks ou ralliés de la première heure, qui ne lui doivent pas tout et dont par conséquent il n'est pas sûr.

Ce qu'il veut à leur place, ce sont des hommes de la nouvelle génération, nourris dans le sérail bureaucratique ; de parfaits fonctionnaires qui tirent du néant, et qui, s'épanouissent sous les rayons du dictateur-soleil, ne vivent et n'agissent que pour lui et par lui.

Logique russe, implacable logique de la tyrannie !

Le dieu a de plus en plus soif !

Après les deux tourées politiques de l'été dernier et de cet hiver, une fournée militaire.

Parallèlement accommodées à la sauce classique d'espionnage et de la trahison (dans l'atmosphère de guerre où se débat la dictature stalinienne, c'est ce qui porte le mieux et c'est ce qui favorise le plus la préparation psychologique de la guerre), nous aurons bientôt de nouvelles fournées militaires, policières (Yagoda), politiques (Boukharev, Rykov), culturelles (Averbach) ou techniques.

Et ainsi de suite... jusqu'à l'inévitable catastrophe intérieure ou extérieure, si l'homme un jour meurt de maladie ou de mort violente, ou si la guerre qu'il craint tant malgré ses rodomontades, vient donner du cœur au ventre des esclaves des usines et des champs soi-disant soviétiques.

JEAN BERNIER.

Jean MARSTAN

L'EDUCATION SEXUELLE

Edition revue, augmentée de chapitres nouveaux
En vente au Libertaire : 15 fr.

Franco : 16 fr. 50

Jeunesse Anarchiste Communiste

Où va la Jeunesse Socialiste Autonome ?

Voilà plusieurs semaines, plusieurs mois déjà que les jeunesse socialistes de la Seine, exclues ou dissoutes, sont dans l'autonomie.

Nulle part ils ne manifestent une quelconque activité ; l'agitation tenace, étendue, à laquelle ils nous avaient accoutumés a disparu.

Un numéro de la *Jeune Garde* a paru, le moins qu'on en puisse dire est qu'il est terrible.

Les groupes locaux sont fort dépassés, divisés, incertains.

Le lien le plus solide qui les tient groupés est d'ordre sentimental : la camaraderie sur laquelle ils nous avaient accoutumés à disparaître.

Mais cela suffit pour maintenir un milieu où la suffit pas pour faire vivre un mouvement.

Beaucoup de jeunes socialistes sont partis à la pêche, au billard ou lisent des romans policiers, d'autres retournent à la S.F.I.O., une minorité est entrée soit aux J.S.R., soit à la J.A.C. ; le problème n'est cependant pas résolu.

Maintenir un tel état de chose serait liquider pratiquement un passé de lutte et dissoier un solide faisceau d'énergies révolutionnaires.

Il faut agir, prendre une décision, choisir et rapidement.

Nous croyons pouvoir affirmer qu'un grand nombre de jeunes socialistes sympathise avec la Jeunesse Anarchiste Communiste. Nous pouvons ajouter que si nous avons fait le maximum de propagande au sein des J.S. de la Seine, jamais nous n'avons tenté de les désagréger ou de les noyer par des procédés de bluff, des manœuvres plus ou moins courtes de fil blanc ou des congrès d'unité purement fictifs.

Nous nous en trouvons plus à l'aise pour parler franchement aux camarades des Jeunes Socialistes Autonomes.

Une partie d'entre eux veut retourner au Parti Socialiste — à ceux-là nous disons que c'est parfaitement inutile s'ils croient vraiment à la nécessité d'une politique prolétarienne et révolutionnaire.

Rentrer au P.S. signifie pratiquement abandonner les positions pour la défense desquelles l'Entente fut dissoute avec le désavantage supplémentaire d'une Gauche Révolutionnaire en pleine bagarre sinon en litigie.

Se maintenir en tant que fédération autonome n'est possible que sous deux conditions : agir, militer, lutter et ensuite poursuivre le travail de clarification théorique que la réalité impose.

Agir seul est difficile, voire impossible ; le Front Révolutionnaire permet cette action.

Étudier, rechercher, nécessite, plus de temps, exige des confrontations, des révisions.

Nous proposons de faire ce travail en commun, parce que comme les J.S. nous refusons de nous accrocher aux formules périmentées et que nous voulons répondre aux problèmes de 1937 en analysant la situation de secte si de boutique.

Nous croyons qu'il est possible de forger une jeunesse nouvelle en collaborant sur les deux plans, action et doctrine, en toute loyauté avec la certitude que nous finirons par nous unir plus étroitement.

Tous les membres de la J.S.A. de réfléchir et de répondre.

J. A. C.

J. A. C. (Région Parisienne)

Dimanche 20 juin

BALADE A CHELLES

AU LIEU DIT « LES ILES MORTES »

Rendez-vous à 8 heures
Gare de l'Est (côté Banlieue)

CONVOCATIONS

Service d'ordre de la J. A. C. — Pour le meeting du V^e d'Hiv' les responsables du service d'ordre J. A. C. seront : Coudry, Ringeas, Barzant.

Les camarades de la J. A. C. dev

Les parias de la terre sont en grève

Hobereaux, fascistes et mobiles les matraquent.

**Blum les aide
en faisant voter
5 milliards d'impôts
que paiera
la classe ouvrière**

L'Unité syndicale est-elle toujours un bienfait ?

Bien des ouvriers révolutionnaires sont amenés en France à se poser cette question et cela pour des motifs inspirés autant par la vie syndicale des autres pays que par celle de l'intérieur du territoire que nous habitons.

Le problème international syndical le plus angoissant de l'heure actuelle est : la fusion se fera-t-elle entre les deux grandes organisations syndicales espagnoles, l'U.G.T. et la C.N.T. Dans quelles conditions cette fusion s'opérera-t-elle ?

De part et d'autres le désir d'aboutir à l'unité syndicale est affiché dans d'abondants et brillants articles et discours. Pourtant l'œuvre de la fusion elle-même n'avance guère, malgré qu'elle est annoncée depuis des mois. Les hésitations sont grandes aussi bien chez les dirigeants qu'à la base syndicale elle-même.

Les dirigeants animés à côté des soucis syndicaux par des préoccupations inspirées par les organisations d'affinité cherchent la formule qui leur permettrait de maintenir leur influence. Que deviendra celle du Parti Socialiste et celle des Communistes qui pénètrent fortement les organisations syndicales d'Espagne et quelques ramifications syndicales moins importantes en Catalogne ? Ne va-t-elle pas être largement contrebalancée par les fortes masses catalanes venant de la C.N.T. ? D'autre part l'influence des groupes de la F.A.I. s'entrelaçant s'interpénétrant intimement avec la C.N.T., au point d'avoir les mêmes locaux, les mêmes journaux, les séances mixtes de comités, vont-elles être admises par les ouvriers social-démocrates et communistes, qui dans certaines contrées d'Espagne sont en majorité, ou en minorité importante ? A quelle internationale va adhérer l'organisation nouvelle ? Les socialistes et les communistes accepteront-ils d'entrer à la P.A.I.T. ou les anarchos-syndicalistes consentiront-ils à se soumettre à l'internationalisme d'Amsterdam ?

Mais par delà ces questions qui malgré leur importance inquiètent surtout les directions et divers Comités de l'U.G.T. et la C.N.T., la masse ouvrière espagnole est en droit de se demander quels avantages et quels inconvenients apporterait cette fusion.

Avantages : Il va de soi que tous les problèmes de l'organisation de l'industrie collective seraient beaucoup plus facilement résolus lorsque la dualité entre comités et syndiqués aurait disparu, cela augmenterait en général l'influence des syndicats dans la vie sociale, permettrait de pousser la guerre civile avec plus de vigueur et de ténacité.

Inconvénients : Mais dans la centrale syndicale unifiée les partis politiques et même la F.A.I. ne pourraient-elles pas la lutte d'influence pour maintenir et même agrandir leur zone d'action. Ceci ne transformera-t-il pas l'organisation nouvelle en un formidable panier de crabes où les intrigues se multiplient créant une ambiance intenable et absorbant une grande partie de l'énergie nécessaire aux abattoirs de la Villette. L'élément fasciste ou pro-fasciste se développera financé par les bouchers en gros. Le P.S.F. cherche, à l'aide du Syndicat professionnel, à attirer à lui une partie du prolétariat, de ce prolétariat déchu, déchu et sans conscience de classe qui, pour un croûton de pain, traitrait ses frères et se met au service de son pire ennemi : le patron.

Ceux qui, chaque jour, dressent l'épouvantail de l'hitlérisme pour réclamer l'union de la nation française libre, forte et heureuse, exigent de leurs troupes les apaissements nécessaires au maintien de la paix sociale dans l'union sacrée.

On déclarait que « tout n'était pas possible »,

Le libertaire syndicaliste

UN AN APRÈS

La presse du Front populaire a célébré sur tous les tons l'anniversaire des accords Matignon précipitamment conclus pour arrêter la poussée menaçante de la classe ouvrière.

Voici un an, en effet, que, chauffée à blanc durant la période électorale, la classe ouvrière, impatiente de voir se réaliser les promesses qui lui furent prodiguées, se soulevait en une immense vague de fond et, sans même attendre l'arrivée au pouvoir des nouveaux élus, occupait les usines afin d'imposer, par cette nouvelle méthode de la grève sur le tas, sa volonté d'affranchissement du fardeau de servitudes qu'à la faveur de la crise ne cessait d'accumuler le patronat.

Si imparfaits qu'ils soient, on peut dire que ces accords qui portaient en eux la reconnaissance du droit syndical, le relèvement des salaires, l'institution des délégués d'ateliers et des conventions collectives, la promesse des quarante heures et des congés payés, tout cet ensemble suscitait de légitimes espoirs parmi les travailleurs.

L'application des nouvelles dispositions fut d'ailleurs proportionnée aux capacités de lutte et à la compétence ouvrière. Dans la région parisienne où la combativité ouvrière s'affirmait de manière très large, l'engagement contrebalancé par les fortes masses catalanes venant de la C.N.T. ? D'autre part l'influence des groupes de la F.A.I. s'entrelaçant s'interpénétrant intimement avec la C.N.T., au point d'avoir les mêmes locaux, les mêmes journaux, les séances mixtes de comités, vont-elles être admises par les ouvriers social-démocrates et communistes, qui dans certaines contrées d'Espagne sont en majorité, ou en minorité importante ? A quelle internationale va adhérer l'organisation nouvelle ? Les socialistes et les communistes accepteront-ils d'entrer à la P.A.I.T. ou les anarchos-syndicalistes consentiront-ils à se soumettre à l'internationalisme d'Amsterdam ?

Mais par delà ces questions qui malgré leur importance inquiètent surtout les directions et divers Comités de l'U.G.T. et la C.N.T., la masse ouvrière espagnole est en droit de se demander quels avantages et quels inconvenients apporterait cette fusion.

Avantages : Il va de soi que tous les problèmes de l'organisation de l'industrie collective seraient beaucoup plus facilement résolus lorsque la dualité entre comités et syndiqués aurait disparu, cela augmenterait en général l'influence des syndicats dans la vie sociale, permettrait de pousser la guerre civile avec plus de vigueur et de ténacité.

Inconvénients : Mais dans la centrale syndicale unifiée les partis politiques et même la F.A.I. ne pourraient-elles pas la lutte d'influence pour maintenir et même agrandir leur zone d'action. Ceci ne transformera-t-il pas l'organisation nouvelle en un formidable panier de crabes où les intrigues se multiplient créant une ambiance intenable et absorbant une grande partie de l'énergie nécessaire aux abattoirs de la Villette. L'élément fasciste ou pro-fasciste se développera financé par les bouchers en gros. Le P.S.F. cherche, à l'aide du Syndicat professionnel, à attirer à lui une partie du prolétariat, de ce prolétariat déchu, déchu et sans conscience de classe qui, pour un croûton de pain, traitrait ses frères et se met au service de son pire ennemi : le patron.

Ceux qui, chaque jour, dressent l'épouvantail de l'hitlérisme pour réclamer l'union de la nation française libre, forte et heureuse, exigent de leurs troupes les apaissements nécessaires au maintien de la paix sociale dans l'union sacrée.

Des symptômes inquiétants marquent une reprise de l'offensive patronale. Les travailleurs

agricoles en grève pour leurs salaires sont sauvagement matraqués par les mercenaires fascistes appuyés par les gardes mobiles.

Partout le fascisme relève la tête. Passé au service des banques, le renégat Doriot attend son heure, misant sur le mécontentement grandissant des masses pour s'engager dans une aventure qui pourrait ne pas tourner à notre avantage si nous persistons dans cette attitude d'expectative.

Pourtant, devant cette situation grosse de dangers, nos dirigeants syndicaux ne savent que proclamer leur fidélité au gouvernement de Front populaire auquel ils enchaînent le sort de la classe ouvrière.

L'impuissance gouvernementale cédant à la pression des féodalités économiques et financières, ne semble pas les émouvoir outre mesure.

Bien au contraire, on multiplie les garanties pour tranquilliser le capital. Jouhaux, à Périer, a répété que « la C.G.T. n'avait jamais séparé la défense des intérêts ouvriers de la considération de l'intérêt général du pays ».

On s'évertue ainsi à préconiser la collaboration des classes pour faire oublier, comme un mauvais souvenir, que la mission historique du syndicalisme vise à la disparition du patronat et du salariat.

La supériorité a assez duré. Plus que jamais, les syndicalistes conscients et surtout les anarchistes doivent conserver le contact avec les travailleurs et s'employer dans les assemblées ouvrières et sur le lieu de travail à éclairer ceux qui l'on tente encore d'abuser sur le véritable rôle de l'action ouvrière, qui n'a attendre que d'elle-même, les moyens de réaliser ses aspirations.

Il doit alors les persuader que la meilleure façon de célébrer la victoire de juin 36, c'est de reprendre les méthodes de lutte qui ont permis cette victoire.

N. FAUCIER.

Dans les boîtes et sur les chantiers

AUX ABATTOIRS DE LA VILLETTÉ

Malgré l'incontestable grande victoire électoral du Front Populaire il y a treize mois ; malgré la non moins grande promesse gouvernementale de dissoudre et de réduire au silence les ligues fascistes afin d'assurer les militants ouvriers contre les risques de diffamation, de menaces et d'illusions, rien n'est également changé aux abattoirs de la Villette. L'élément fasciste ou pro-fasciste se développe financé par les bouchers en gros.

Le P.S.F. cherche, à l'aide du Syndicat professionnel, à attirer à lui une partie du prolétariat, de ce prolétariat déchu, déchu et sans conscience de classe qui, pour un croûton de pain, traitrait ses frères et se met au service de son pire ennemi : le patron.

C'est ainsi que dans le journal local du P.S.F., *Les Libertés Républicaines du XIX^e*, un certain D. répond à un article de notre camarade Dubois paru dans *Le Travailleur des Abattoirs*, où celui-ci flétrissait certains patrons, gueuleton et discourant à l'Hôtel Lutétia.

Dans sa réponse, le sieur D. essaie de mettre en doute la sincérité syndicale de notre ami Dubois. Prétendant que tout ouvrier sérieux et travailleur peut espérer être patron ; mais que, par contre, Dubois aurait peur de perdre ses économies et qu'il préfère une place plus lucrative dans un abattoir municipalisé en attendant d'être soviétisé.

Travail, honnêteté, liberté, telles sont les formules avec lesquelles se gargarisent D. et ses semblables. Pour nous, qui connaissons certains

se, grâce à l'influence des bureaucraties syndicales, l'organisation unifiée est surtout un appui du gouvernement et pratique souvent des méthodes de collaboration : le droit de discussion et de contrôle devient de plus en plus limité pour les syndiqués de la base au fur et à mesure qu'augmente l'influence colonisatrice des agents de l'impérialisme russe, du parti communiste.

Devons-nous donc en présence d'une situation aussi pénible classer comme erronée l'attitude des libertaires qui en 1936 se prononcèrent pour l'unité syndicale. Nullement !

L'expérience de l'année passée prouve clairement que si nous avions tenté le développement isolé de syndicats séparés de la grande centrale syndicale, nous aurions constitué des espèces de cercles syndicaux éditant des brochures, organisant des conférences, faisant une bonne éducation syndicale sur une échelle très limitée ; par contre notre participation aux grèves et occupations se serait bornée à de l'activité individuelle.

D'ailleurs l'accueil réservé au travail de la C.G.T. tout-les-syndiqués qui ne veulent pas

de corporatismes sous quelque forme que ce soit, il appartient aux libertaires de donner au maximum et avec sincérité le plus d'efforts pour le développement de ce mouvement, conséquence à son tour de l'unité accomplie et en train de s'accomplir.

Résultats positifs : Ce qui a pu être constaté en juin 36 et depuis, quelle qu'en soit la valeur relative dans la mesure où cela (augmentation de salaire, semaine de 40 heures, délégués d'atelier) a été conquise, est d'autre, à la grandeur des effectifs en mouvement, conséquence à son tour de l'unité accomplie et en train de s'accomplir.

Résultats négatifs : Les promesses faites quant à l'indépendance syndicale n'ont pas été tenues ; nombre de fédérations pratiquent le cumul des mandats politiques et syndicaux ; loin d'être une C.G.T. lutte de clas-

ses bouchers en gros — individus bien gras et aux gros bras, mais à la petite cervelle, parvenus sans scrupules, rapaces aux profits, ni bourgeois ni ouvriers — de tels propos nous font bien rire.

Allons, monsieur D., tenez-vous tranquille, nous connaissons vos combines et nous pourrons avoir l'occasion de les dévoiler à ces consommateurs que vous ne craignez pas d'emprisonner.

Vous parlez d'honnêteté, vous dont un bénéfice moyen de 100 à 150 fr. par vache ne suffit pas et qui employez ou avez employé cette estroquerie qui consiste à faire insérer une annonce dans la presse demandant des capitaux. Après avoir fait miroiter un large profit à votre victime, celle-ci s'aperçoit un jour qu'elle a été rouillée, les capitaines sont infailliblement engoués dans une mauvaise affaire.

Voilà ce que sont ces tartufes, moralistes d'un nouveau genre.

Dans le prochain numéro nous reparlerons de l'abattoir de la Villette et de ceux qui l'occupent. Dans l'attente, nous aviverons nos nombreux camarades anarchistes qui y travaillent contre les risques de diffamation, de menaces et d'illusions, rien n'est également changé aux abattoirs de la Villette. L'élément fasciste ou pro-fasciste se développe financé par les bouchers en gros.

Le P.S.F. cherche, à l'aide du Syndicat professionnel, à attirer à lui une partie du prolétariat, de ce prolétariat déchu, déchu et sans conscience de classe qui, pour un croûton de pain, traitrait ses frères et se met au service de son pire ennemi : le patron.

A Barzangette,

CHEZ LES LAVEURS DE GLACES

Les nettoyeurs de la maison Reny, rue La Ghouta, sont en grève.

Cette maison a la prétention, devant le rajus-

tement de 14 0/0, plus les 15 0/0 qu'elle a déjà consenti de mettre aux pièces le travail qu'elle payait à la semaine.

Les camarades de cette boîte se jugeant lésés ont débrayé.

Forts de leurs droits et sûrs de la solidarité de classe et de l'appui moral et matériel de leur syndicat, ils sont décidés à mener jusqu'à la victoire la lutte contre leur exploitateur.

CHEZ R. B. V.

Les travailleurs de l'usine R. B. V., Paris (20^e), ayant eu connaissance — par la presse — de la décision prise entre le Gouvernement et les dirigeants syndicaux et confédéraux de proroger de six mois les accords collectifs.

Déclarant que cette décision, si elle devait être prise, ne pouvait l'être que par les syndiqués eux-mêmes et exigent d'être consultés chaque fois qu'une décision importante doit être prise ; faute de quoi, il ne peut être question de démocratie syndicale.

D'autre part, les ouvriers de l'usine R. B. V. estiment que le mouvement syndical ne peut et ne doit être à la remorque d'un gouvernement (fil de Front Populaire). En effet, sous prétexte de non-intervention, le gouvernement renforce le blocus contre les banquiers de la City, renforce le blocus contre l'Espagne ouvrière qui lutte, les armes en mains, contre le fascisme international.

Vive le syndicalisme, lutte de classe !

Vive l'unité syndicale internationale !

(Adopté à l'unanimité).

Le mouvement syndical

LA GREVE DE LA SOIE

140 ouvriers de la Société « La Soie », 155 rue Saint-Denis, occupent les locaux depuis le 20 avril.

A cette date, les patrons décident la suppression du rayon « moulinage » nécessitant le renvoi de 10 employés dont 5 responsables de la C.G.T. (2 délégués du personnel et 3 membres du bureau de la section syndicale).

Ces employés comprenaient de 10 à 15 ans de services à la société.

Or, depuis le 1^{er} janvier 1937, 10 nouveaux employés ont été embauchés, tous membres ou sympathisants du P.S. F.

Notons que le renvoi des dix camarades licenciés était immédiat, et que les patrons refusent toute discussion avec les délégués de la chambre syndicale.

Apprenant cette inqualifiable provocation des

directeurs, les deux cents employés de la boîte déclarent le 20 avril, à 18 h. 30, de débrayer et d'occuper les locaux.

Au bout de huit jours, malgré les manœuvres et les provocations de toutes sortes, la direction avait à peine réussi à détacher 60 employés du bloc des 200 grévistes.

Depuis, les 140 camarades tiennent bon, et après deux mois de grève, on n'enregistre aucune défection nouvelle.

Tous les moyens sont bons à la direction pour le sabotage de notre action ; Attaques aux prud'hommes, calomnies déversées à flots sur les grévistes, tentative de rejeter la responsabilité des grèves sur une sol-disant fraction communiste, alors que l'action est le fait de l'unité ouvrière, rien ne manque au tableau des manœuvres patronales.

Fait plus significatif : les patrons refusent d'accepter l'arbitrage prévu par la loi.

Comprenez-vous, camarades, qu'il n'est pas d'autre loi et d'autre arbitrage que ceux que nous imposons dans la lutte.

Les lois du Parlement servent avant tout l'arbitraire patronal.